Rapport sur la mobilité internationale des français

Annexes

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 ANALYSE DE LA CONSULTATION CITOYENNE 4

1. **Contexte** 4
2. **Méthodologie** 4
3. **Synthèse des résultats** 4
4. **Résultats – Données générales** 6
   1. *Pays de résidence* 6
   2. *Année d'installation dans le pays où ils sont résidents aujourd'hui* 6
   3. *Pour quel motif principal vous êtes-vous installé dans ce pays ? (question ouverte)* 8
   4. *Avec qui résidez-vous ? (plusieurs réponses possibles)* 8
   5. *Situation professionnelle* 9
5. **Résultats – Protection sociale** 12
   6. *La couverture santé dans le pays de résidence* 12
   7. *Qui finance la couverture santé ?* 13
   8. *Le recours aux soins en France* 14
   9. *Existe-il une convention de sécurité sociale entre votre pays de résidence et la France* 16
   10. *Etes-vous retraité du système français ?* 16
   11. *Si vous êtes en activité, comment préparez-vous votre retraite ? (Plusieurs réponses possibles)* 17
   12. *Les services des caisses de retraite que les retraités souhaiteraient voir évoluer* 18
   13. *Quelles difficultés rencontrez-vous avec vos caisses de retraite ? (question ouverte)* 18
6. **Résultats – Simplification** 19
   14. *A votre connaissance, de quels services publics français pouvez-vous bénéficier en étant français? (question ouverte)* 19
   15. *Avec quel(s) service(s) public(s) français avez-vous rencontré des difficultés de communication depuis l'étranger ? (question ouverte)* 20
   16. *Quels services publics français vous a déjà donné satisfaction pour la qualité de sa communication ou sa réactivité ? (question ouverte)* 21
   17. *Dans le consulat de votre pays de résidence, quelles sont les démarches que vous avez trouvées les plus compliquées à accomplir ? (question ouverte)* 21
   18. *Quel(s) service(s) public(s) français dont vous ne bénéficiez pas aujourd'hui vous serait utile ? (question ouverte)* 22
7. **Résultats – Fiscalité** 24
   19. *Les types de revenus perçus en 2016* 24
   20. *Les pays où sont perçus les différents revenus perçus en 2016* 24
   21. *Les revenus du conjoint* 25
   22. *Le pays de résidence fiscale* 25
   23. *Existe-t-il une convention fiscale entre la Franc et votre pays de résidence ?* ... 26
   24. *Avez-vous déjà déclaré des revenus ou des biens en France depuis que vous êtes à l'étranger ?* 26
   25. *Les revenus déclarés en France ont-ils été soumis à une retenue à la source ?.* 26
   26. *Les revenus déclarés en France ont-ils été soumis à une retenue à la source ?.* 27
   27. *Qu'aimeriez-vous modifier dans la fiscalité des Français établis à l'étranger ? (Question ouverte)* 28
8. **Principaux résultats – Retour en France** 29
   28. *Envisagez-vous de vous réinstaller en France un jour ?* 29
   29. *Qui dans votre foyer est concerné par ce retour ?* 30

30. Quel est le motif de votre retour en France ? 30
31. Avec quels organismes avez-vous pris contact pour préparer ce retour ? 31
32. Principales difficultés rencontrées dans la préparation de ce retour ? 31
33. Lors de vos démarches administratives pour rentrer en France, diriez-vous qu'il a été très facile, plutôt facile, plutôt difficile ou très difficile de… ? 32

ANNEXE 2 ENQUETE CONSULAT 33

1. Enquête auprès des consulats 33
2. Données Chiffrées 35

ANNEXE 3 LISTE DES AUDITIONS 44

ANNEXE 4 LISTE DES DOCUMENTS RESSOURCES - BIBLIOGRAPHIES 47

1. Français établis hors de France 47
2. Fiscalité 47
3. Protection sociale 47
4. Accès aux services publics/Simplification 49
5. Retour en France 49
6. Mobilité 49

ANNEXE 1 ANALYSE DE LA CONSULTATION CITOYENNE

1. Contexte

Cette consultation s'inscrit dans la mission commandée par le Premier Ministre Edouard Philippe à la députée Anne Genetet sur les Français établis hors de France. Il s'agit d'étudier la fiscalité à laquelle sont soumis les Français de l'Etranger en France, la protection sociale dont ils bénéficient, l'accessibilité aux services publics français et enfin les difficultés éventuelles liées à un retour en France.

L'objectif final de cette mission étant de comprendre si sur ces quatre points – fiscalité, protection sociale, accès aux services publics et retour en France – les dispositifs existants répondent de manière adéquate à la réalité de la situation des Français établis à l'étranger dans un contexte où ils sont de plus en plus nombreux, de plus en plus mobiles et avec des profils de plus en plus variés. Des recommandations seront faites, des axes d'évolution proposés.

2. Méthodologie

L'enquête a été menée **par email** auprès des **970 000 personnes** inscrites au registre des Français établis hors de France et disposant d'une **adresse email** qu'elles avaient communiquée au moment de leur inscription. Cela exclut donc de la consultation les personnes qui n'ont pas d'adresse email, celles qui n'ont pas souhaité la communiquer, celles qui ont changé d'adresse depuis leur inscription au registre et celles résidant dans des pays où l'accès internet peut se révéler parfois difficile (Chine par exemple). Le questionnaire était présenté dans l'outil **Typeform** et accessible par un lien donné dans l'email. Il a fait l'objet de 2 envois, tous deux réalisés par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères les 29 mars 2018 et 26 avril 2018. L'accès au Typeform a été clôturé le 30 avril 2018. Plus de **42000 questionnaires** ont été **complétés** parmi lesquels 36 328 réponses étaient exploitables. Par précaution, la première question portait sur la nationalité française ; ceux qui ont répondu ne pas être de nationalité française n'ont pas eu accès au questionnaire. Pour des raisons de confidentialité des données recueillies, il a été choisi de ne pas mettre en place un outil d'élimination des adresses IP identiques, d'autant que 2 conjoints pouvaient avoir la même adresse IP. Le questionnaire comportait un ensemble de 42 questions dont 7 ouvertes et 35 fermées. L'exploitation des données recueillies a été générée automatiquement par Typeform pour les questions fermées. Quelques questions fermées ont été croisées. Les questions ouvertes ont été traitées individuellement sur un échantillon de 100 réponses.

3. Synthèse des résultats

En agrégeant les grandes tendances qui ressortent de ces données, on peut avancer que les Français établis hors de France ayant répondu au questionnaire sont tendanciellement :

- ***Plus nombreux hors Union européenne*** *(57%) qu'en* ***Union Européenne et Suisse*** *(43%) et très largement établis en* ***Europe et Amérique du Nord*** *(68%) – 72% si on inclut l'Amérique Centrale et du Sud*
- ***Présents*** *dans leur* ***pays actuel de résidence*** *depuis* ***au moins dix ans*** *pour la moitié d'entre eux, depuis moins de 10 ans pour l'autre moitié (2007 est l'année médiane). Depuis 24 ans ou plus pour 25% des répondants (1er quartile : 1994) et depuis 5 ans ou moins pour 25% des répondants (3e quartile : 2013)*
- *Résident majoritairement* ***avec leur conjoint(e)*** *(72,75%)*
- ***Des salariés****, du secteur public ou privé, avec un primat des entreprises privées non françaises (55,96%). Rapporté à la seule population des actifs, et en acceptant de rapprocher les données de 2 années différentes, 2016 et 2018, cette proportion de salariés reste remarquablement basse*

comparativement à la population française i y a 2 ans : 65,9% vs 88,2% [1]*. Il y a corrélativement une surreprésentation des travailleurs indépendants (professions libérales, autoentrepreneurs, créateurs d'entreprise), qui regroupent 25,4% des actifs, ce qui est considérable. En France*[2]*, la population active non-salariée ne regroupe que 11,8% des travailleurs. Par ailleurs, il y a une sous-représentation des retraités, qui regroupent ici 17,6% de la population du questionnaire, contre près de 24% de la population française*[3]*.*

- ***Âgés de 35 à 60 ans*** *(51,86%). Cette tranche d'âge est surreprésentée par rapport à la population française, qui compte 38,6% de personnes entre 35 et 60 ans*[4] *en 2018. Il faut néanmoins ajouter qu'il y a une sous-représentation très nette de la population jeune : 23,09% des répondants ont moins de 35 ans, alors qu'il sont 41,9% dans la population française*[5]*. Ceci trouve plusieurs explications : les jeunes sont moins nombreux à partir que leurs aînés, peu enclins à s'inscrire sur le registre une fois sur place du fait notamment de séjours parfois courts. D'autre part, la proportion de population âgée de plus de 60 ans est comparable à celle de la population française : 25,05% des répondants ont plus de 60 ans contre 24,9% en France*[6]*. La surreprésentation des 35-60 ans s'explique donc en grande partie par la sous-représentation des moins de 35 ans.*
- ***Assurés dans le système de protection sociale du pays de résidence*** *(64%) en autofinancement (65%)*
- *Les actifs préparent leur retraite dans le système obligatoire du pays de résidence (43%) ou par capitalisation (26%). Les retraités dépendants du système français ne représentent que 18% de l'effectif total.*
- *Ils perçoivent leur* ***revenu*** *majoritairement* ***dans leur pays de résidence*** *(83,5%) dont ils sont résidents fiscaux (84%) ; dans des pays qui ont une convention fiscale (à leur connaissance pour 44,9% d'entre eux). Ils sont une majorité (53,5%) à ne payer aucun impôt en France qu'elle qu'en soit la nature (sur le revenu, foncier, sur valeurs mobilières, taxes locales).*
- *Une personne interrogée sur deux* ***ne sait pas si elle reviendra un jour en France****. Mais ils sont 33% à le vouloir, contre 17% à ne jamais vouloir revenir. Néanmoins, ceux qui veulent revenir le souhaitent dans un délai supérieur à 3 ans (59%). Ce retour concernerait, pour la majorité de ceux qui veulent rentrer, l'ensemble du foyer (87%), pour des motifs professionnels (41%) ou pour une nouvelle expérience en France (34%). Ce retour est préparé sans aide extérieure (65%) et les candidats au retour rencontrent des difficultés principalement à trouver un logement (51%), à s'inscrire ou se réinscrire à l'Assurance-Maladie (47%), à trouver un emploi (42%) et à mettre à jour leur situation fiscale auprès des administrations françaises (35%).*

---

[1] *Insee, enquête Emploi 2016.*

[2] *Idem.*

[3] *LACROUX Margaux,* « Les retraités en chiffres » *Libération*, *30 septembre 2017.*

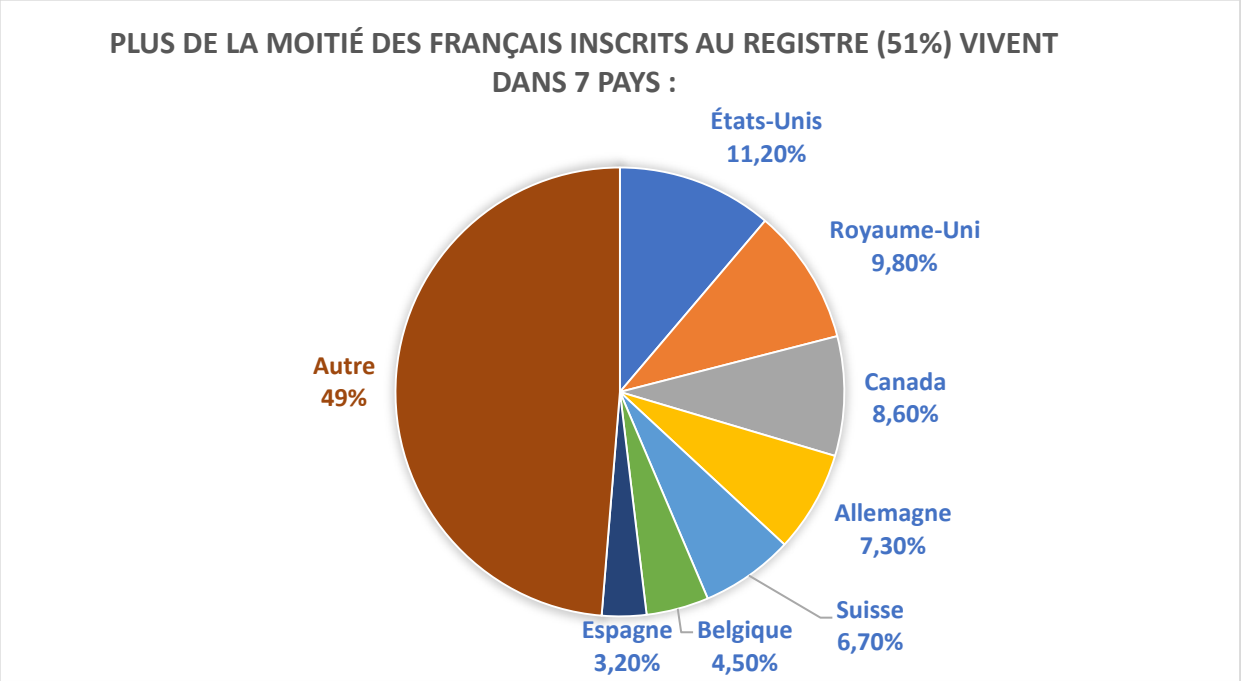
[4] *Insee, estimations de population.*

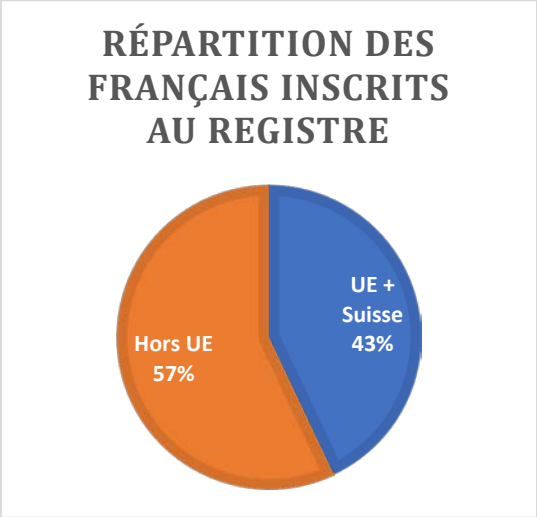
[5] *Idem.*

[6] *Insee, estimations de population.*

4. Résultats – Données générales

1. Pays de résidence





2. Année d'installation dans le pays où ils sont résidents aujourd'hui

Les données brutes sont résumées dans ce tableau :

Moyenne	2001
Médiane	2007
1er quartile	1994
3e quartile	2013
Ecart-type	15

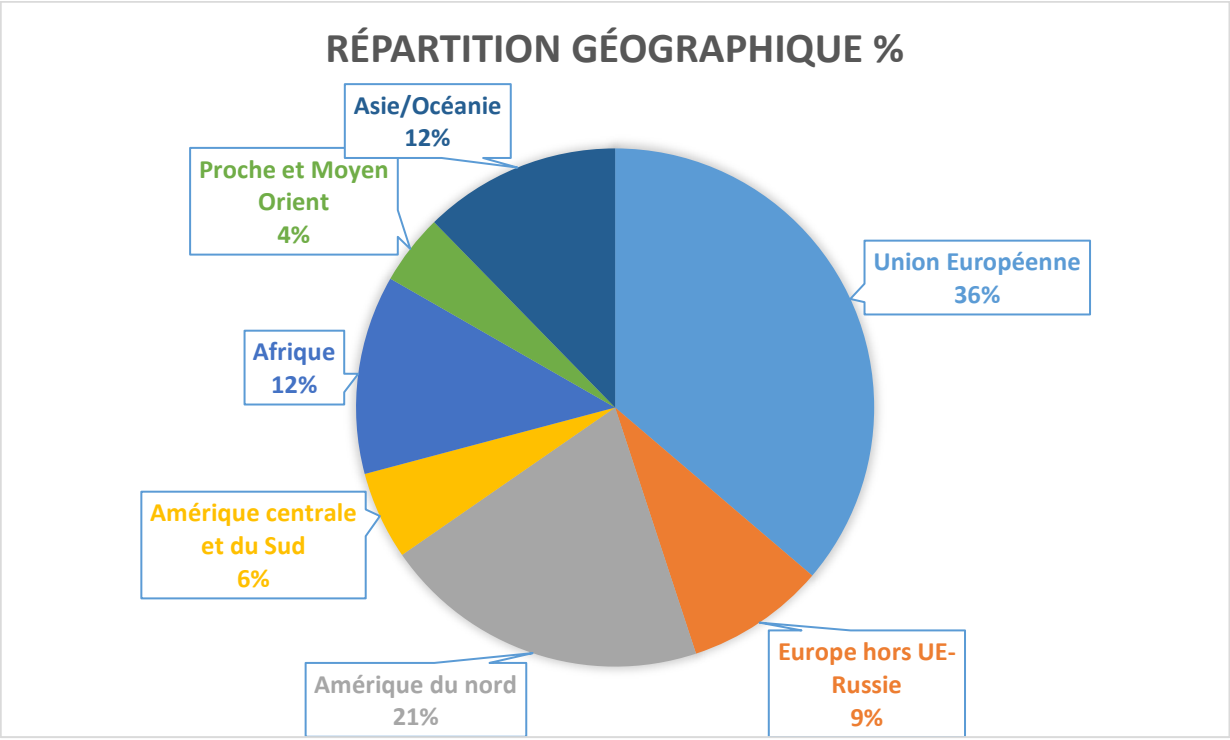
Annexe 1 analyse de la consultation citoyenne

La durée de séjour est dans l'ensemble longue :

- Un quart des répondants sont installés à l'étranger depuis **plus de 23 ans**.
- Un quart des répondants sont installés depuis moins de 4 ans dans leur pays actuel de résidence.
- La moitié des répondants est installée depuis plus de 10 ans et l'autre moitié s'est installée depuis moins de 10 ans dans l'actuel pays de résidence.
- Dans l'ensemble, ¾ des répondants ont quitté la France depuis au moins 4 ans.
- L'écart-type (15 ans) représente la dispersion moyenne par rapport à la moyenne et signifie que les données sont très dispersées, ce qui amoindri la pertinence de la moyenne. On voit en effet que la moyenne est 2001 alors que la médiane est 2007.

Il faut souligner que la question portait sur la durée de séjour dans le pays actuel de résidence. Les durées citées n'excluent donc pas une présence plus longue à l'étranger dans l'hypothèse où un ou plusieurs autres pays d'expatriation ont précédé l'actuel.

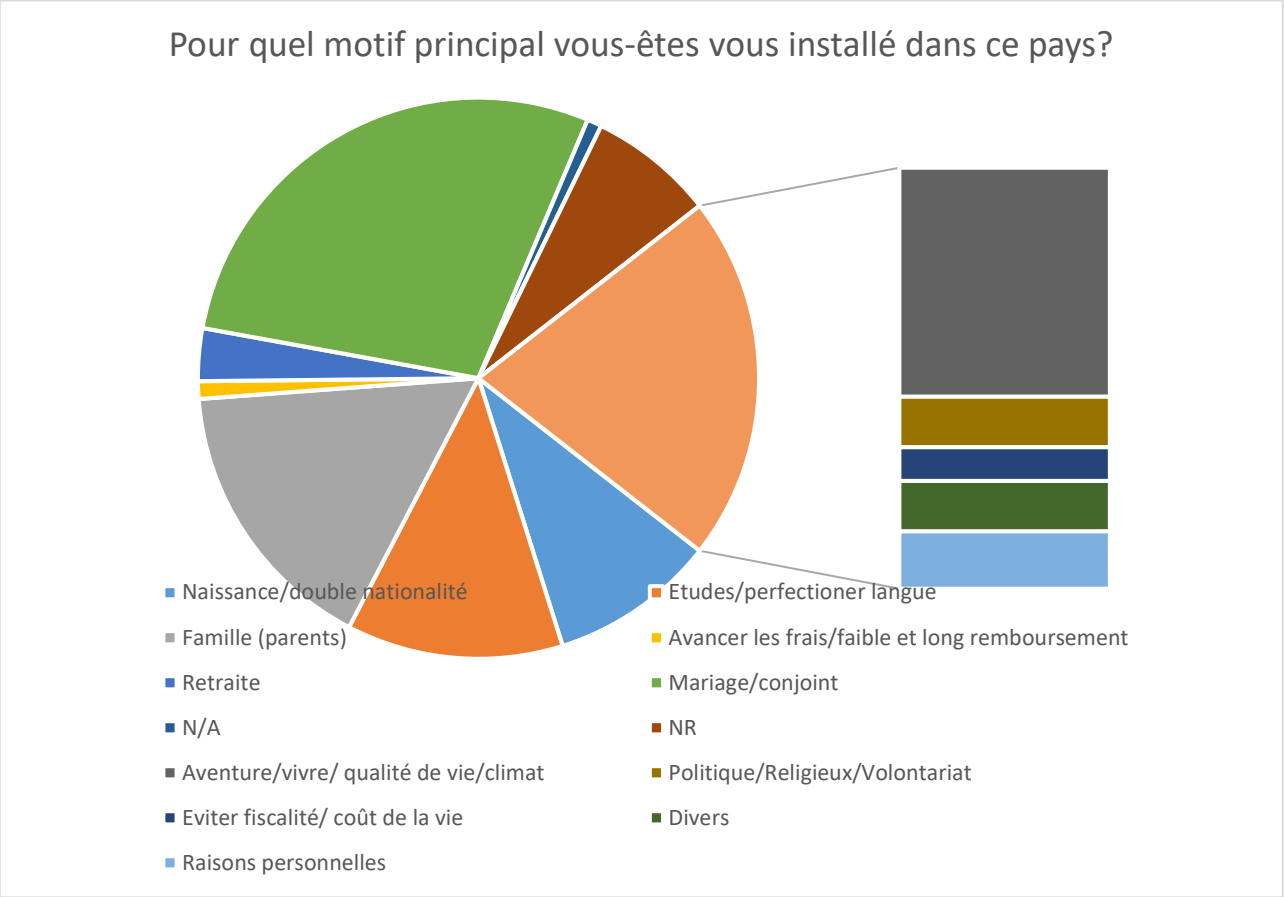
Concernant la zone géographique d'implantation, les répondants résident pour un tiers d'entre eux au sein de l'Union Européenne ce qui est conforme aux données 2018 du registre des Français établis hors de France[7] tandis que les répondants d'Amérique du nord sont surreprésentés (20,6% contre 14,4% inscrits au registre).



[7] Rapport du gouvernement sur la situation des Français établis hors de France, 2018. Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. http://www.assemblee-afe.fr/IMG/pdf/rapport_2018_-_version_pdf.pdf

3. Pour quel motif principal vous êtes-vous installé dans ce pays ? (question ouverte)

L'analyse des 1000 premières réponses à cette question ouverte a permis d'isoler des thématiques qui sont regroupées dans le graphique ci-dessous. Les motifs professionnels prédominent très largement dans les raisons de partir s'installer à l'étranger. Les raisons familiales sont le 2ème motif le plus fréquent (mariage ou regroupement familial). On notera enfin que la fiscalité n'est citée que par 1% des répondants, confirmant ainsi le fait que les Français établis à l'étranger ne sont pas des exilés fiscaux.

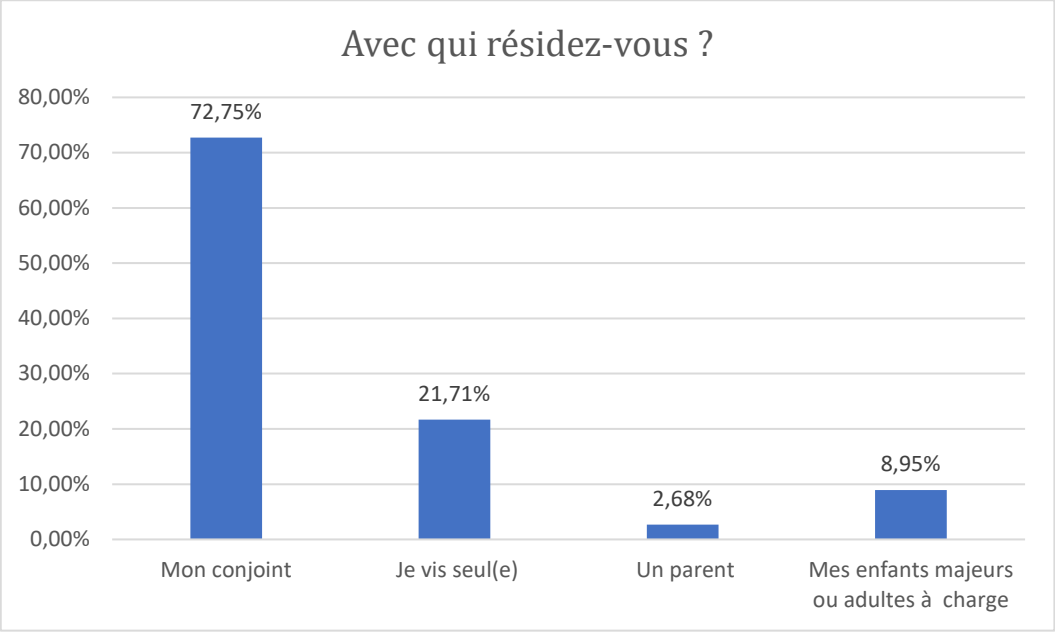


4. Avec qui résidez-vous ? (plusieurs réponses possibles)

Les répondants aux questionnaires sont très largement en famille dans leur pays de résidence avec près des ¾ d'entre eux qui vivent avec leur conjoint.

	Avec qui résidez-vous ?			
	Mon conjoint	Je vis seul(e)	Un parent	Mes enfants majeurs ou adultes à charge
Autre	2902	1247	236	478
Créateur d'entreprise	1854	386	56	282
Indépendant (profession libérale, autoentrepreneur)	3044	717	128	552
Retraité	4508	1647	119	551
Salarié du secteur public français	684	185	20	72

Salarié d'une entreprise privée française ou sa filiale	2281	655	39	144
Salarié d'une entreprise privée non française (ni sa filiale locale)	9360	2759	239	884
Sans emploi	1738	271	129	281
Total général	**26430**	**7887**	**972**	**3251**
%	72,75%	21,71%	2,68%	8,95%



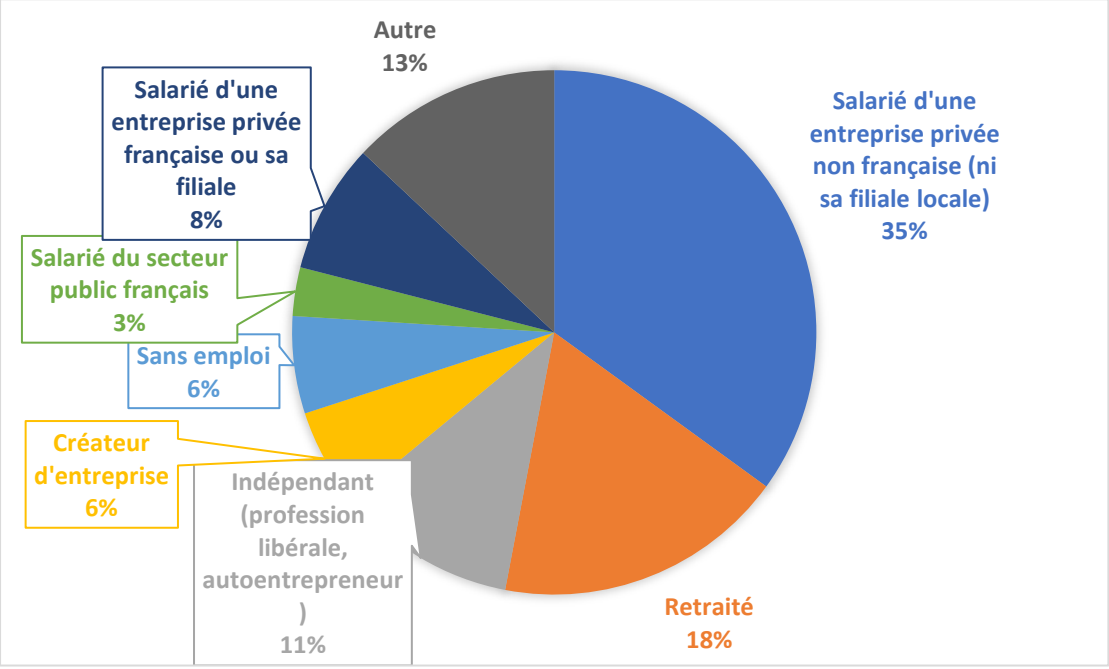
5. Situation professionnelle

Si on fait exception des catégories « Autres » et « Retraité », on conserve un total de 25303 actifs. En regroupant les catégories salariées (« Salarié du secteur public français », « Salarié d'une entreprise privée française ou sa filiale », « Salarié d'une entreprise privée non française (ni sa filiale locale) »), qui représentent 16 674 actifs, on atteint une proportion de salariés de 65,9%.

En regroupant tous les travailleurs indépendants (« Créateur d'entreprise », « Indépendant (profession libérale, autoentrepreneur »), on obtient 6 430 actifs, soit 25,4% du total.

Ainsi, on observe que près de la moitié des répondants sont salariés. Le plus intéressant à noter ici est que seulement 8% des actifs qui ont répondu sont salariés d'une entreprise française ou de sa filiale. Or c'est parmi les salariés français de ces entreprises que l'on trouve les « contrats d'expatriés » qui bénéficient de revenus et avantages en nature très confortables. Il est donc urgent de faire tomber le cliché de l'expatrié français dont le salaire ne serait que de l'argent de poche !

La deuxième population adulte nombreuse dans cet échantillon correspond aux retraités ; ils sont cependant beaucoup moins nombreux qu'en France : 18% des répondants à cette enquête sont retraités tandis qu'en France ils sont 32% de retraités dans la population française âgée de plus de 20 ans[8]. Les créateurs d'entreprise, indépendants et auto-entrepreneurs forment un groupe de 17% soit plus du double de leur effectif en France que l'on peut estimer à 9% (les professions indépendantes représentent 2,3 millions d'actifs[9] sur les 25,8 millions de personnes de plus de 15 ans en activité[10]). Il faut donc souligner ici l'esprit d'entreprenariat de nos concitoyens établis à l'étranger, entreprenariat qui dans un certain nombre de cas a un impact positif direct sur notre balance commerciale voire crée de l'emploi en France.



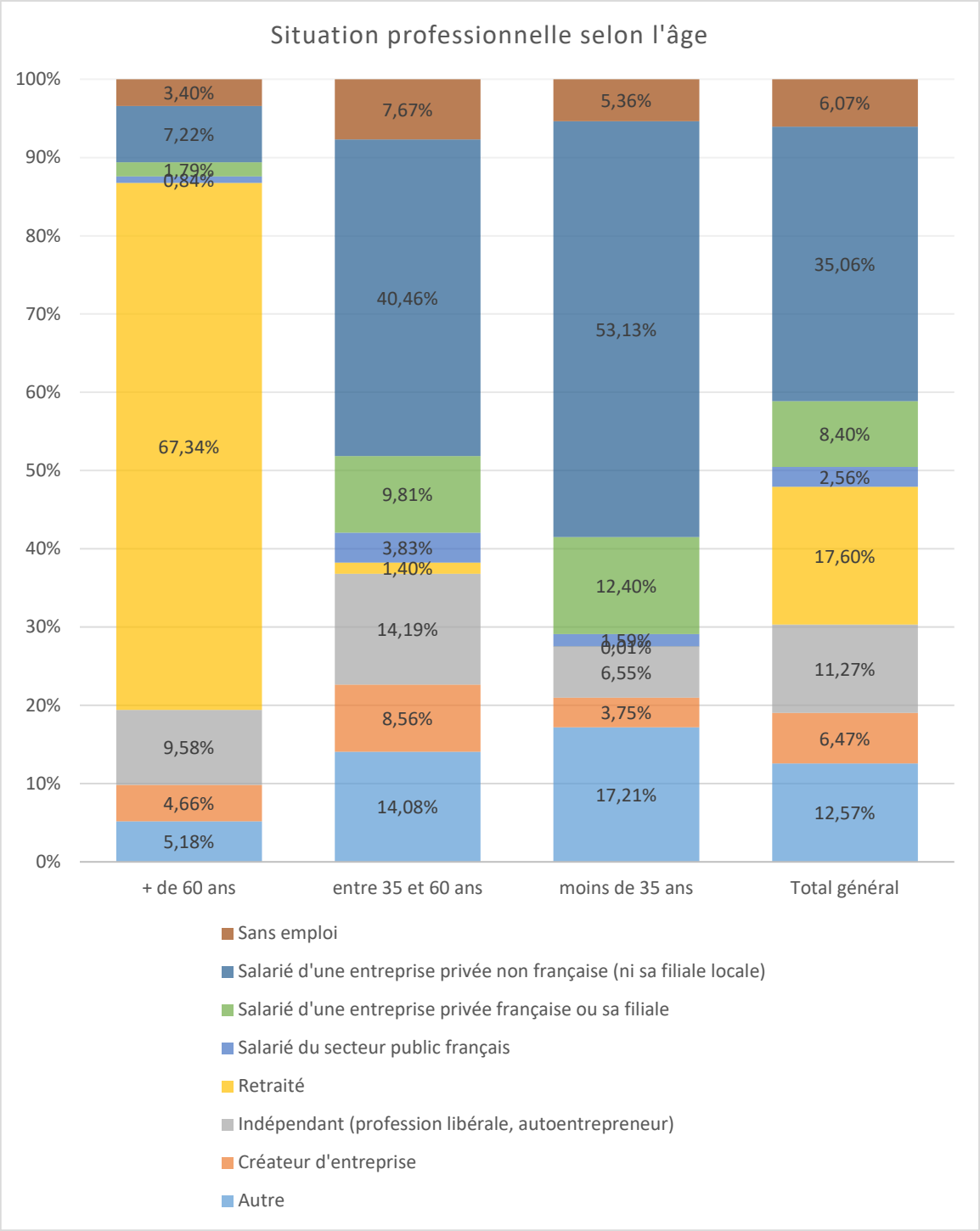
Situation professionnelle en fonction de l'âge

	Autre	Créateur d'entreprise	Indépendant (profession libérale, autoentrepreneur)	Retraité	Salarié du secteur public français	Salarié d'une entreprise privée française ou sa filiale	Salarié d'une entreprise privée non française (ni sa filiale locale)	Sans emploi	Total général
+ de 60 ans	470	423	869	6111	76	162	655	309	9075
entre 35 et 60 ans	2645	1609	2667	263	719	1844	7602	1442	18791
moins de 35 ans	1440	314	548	1	133	1037	4445	448	8366
Total général	**4555**	**2346**	**4084**	**6376**	**928**	**3043**	**12703**	**2199**	**36234**

[8] https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/france/structure-population/population-sexe-ages/

[9] https://www.insee.fr/fr/statistiques/1280838

[10] https://www.insee.fr/fr/statistiques/3314444


Situation professionnelle selon l'âge
100%
90%
80%
70%
60%
50%
40%
30%
20%
10%
0%
3,40%
7,22%
1,79%
0,84%
67,34%
9,58%
4,66%
5,18%
7,67%
40,46%
9,81%
3,83%
1,40%
14,19%
8,56%
14,08%
5,36%
53,13%
12,40%
1,59%
0,01%
6,55%
3,75%
17,21%
6,07%
35,06%
8,40%
2,56%
17,60%
11,27%
6,47%
12,57%
+ de 60 ans
entre 35 et 60 ans
moins de 35 ans
Total général
Sans emploi
Salarié d'une entreprise privée non française (ni sa filiale locale)
Salarié d'une entreprise privée française ou sa filiale
Salarié du secteur public français
Retraité
Indépendant (profession libérale, autoentrepreneur)
Créateur d'entreprise
Autre

5. Résultats – Protection sociale

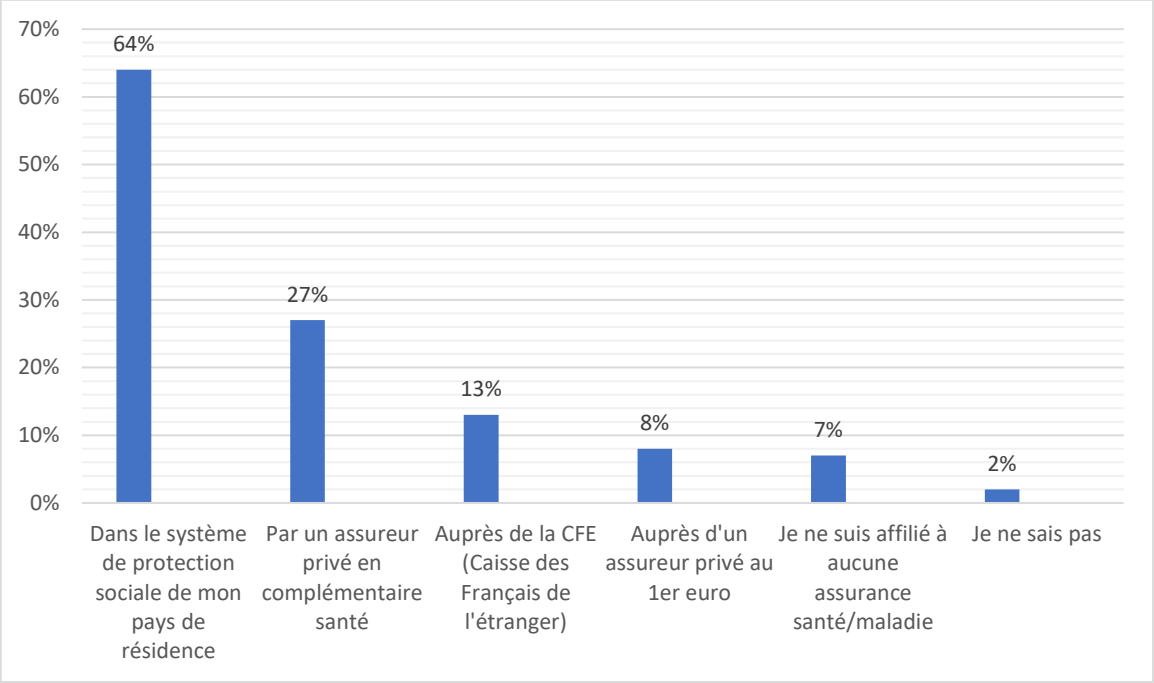
6. La couverture santé dans le pays de résidence

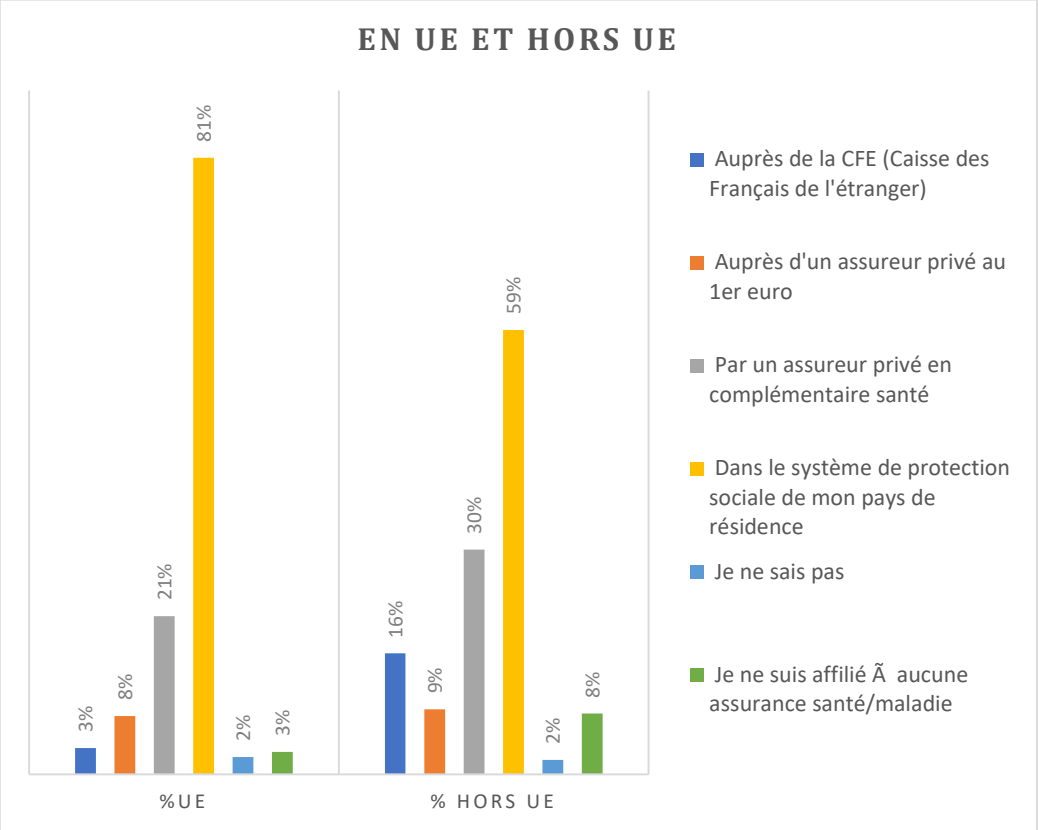
Les 2/3 des répondants sont affiliés au régime de protection sociale de leur pays de résidence.

Le résultat qui doit alerter est celui des 7% de répondants qui disent n'être affiliés à aucun système de protection sociale. Ils n'ont donc aucune prise en charge possible de leur frais de santé. IL serait utile de faire une enquête auprès de cette population pour comprendre les raisons de cette non affiliation. L'absence de couverture maladie expose au risque de pathologies aggravées donc au coût de prise en charge plus élevé. Ils résident presque tous hors de l'union européenne.

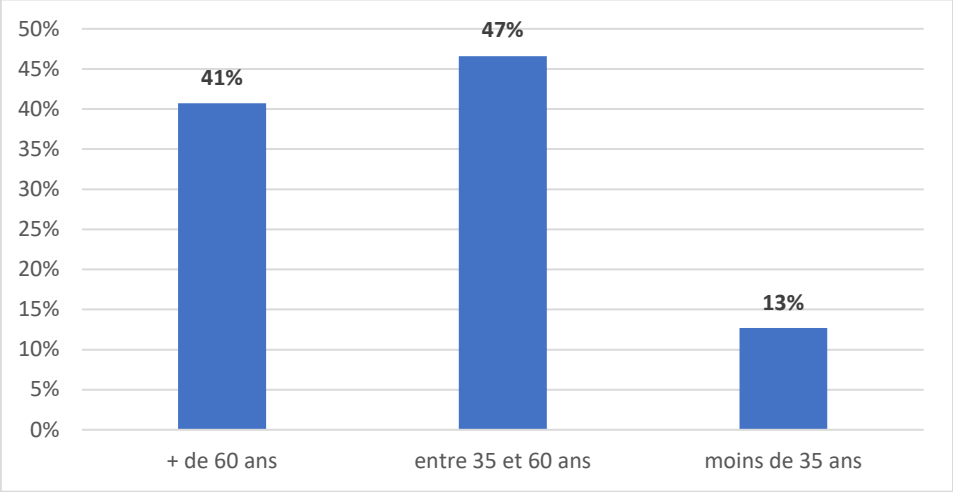
Par ailleurs, ceux qui déclarent être affiliés à la Caisse des Français de l'Etranger (CFE) sont très largement résidents de pays situés hors de l'Union européenne.

Mais le plus intéressant ici est la proportion des répondants qui résident hors de l'Union européenne : ils sont 59% à être affiliés au système de protection sociale de leur pays de résidence. Reste à savoir si ce système est obligatoire ou non, et si leur pays de résidence a une convention de coordination avec la France pour l'assurance maladie, une précision essentielle à connaître alors que se pose la question des prélèvements sociaux sur les revenus immobiliers des non résidents selon qu'ils résident en union européenne ou hors union européenne.





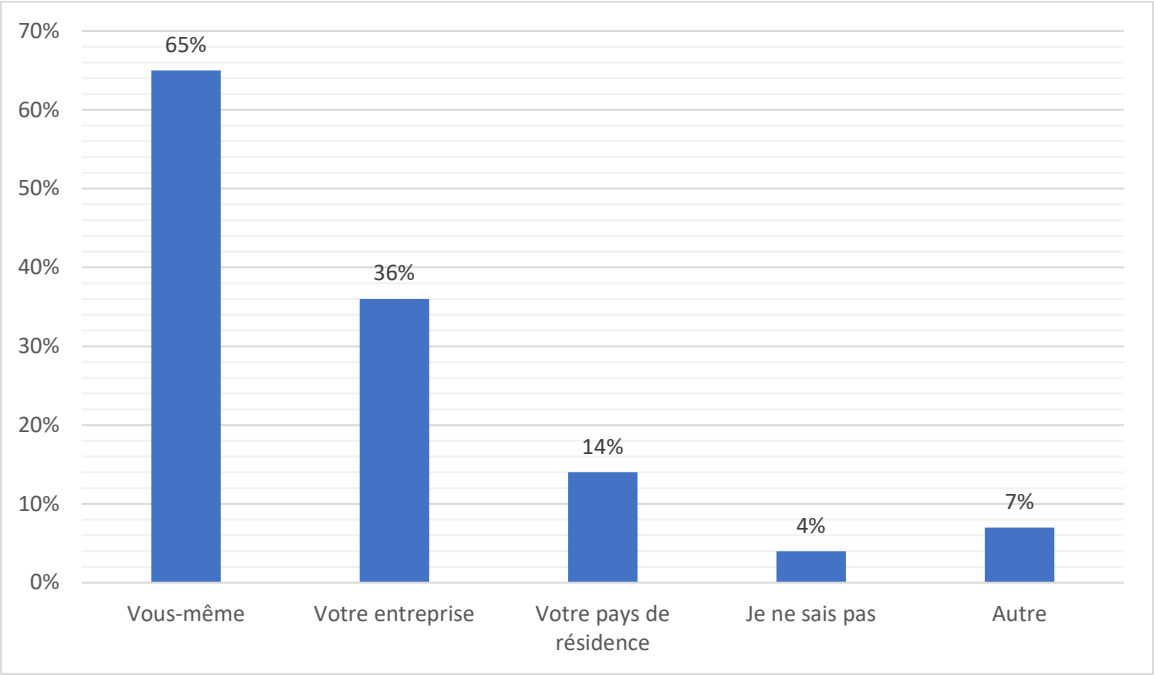
Ventilation par tranches d'âge des cotisants à la CFE



7. Qui finance la couverture santé ?

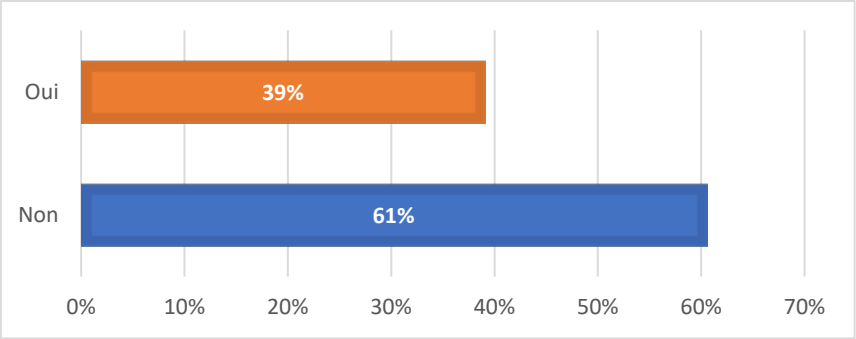
Cette donnée est importante à prendre en considération : les 2/3 des répondants financent eux-mêmes leur assurance santé, alors que pour les salariés en France, le coût est réparti entre salarié et employeur.

Ainsi les Français établis hors de France financent eux-mêmes leur protection sociale y compris les retraités qui perçoivent une retraite de source française, un fait méconnu des citoyens résidents français dont certains voient à tort le Français non-résident comme un favorisé.

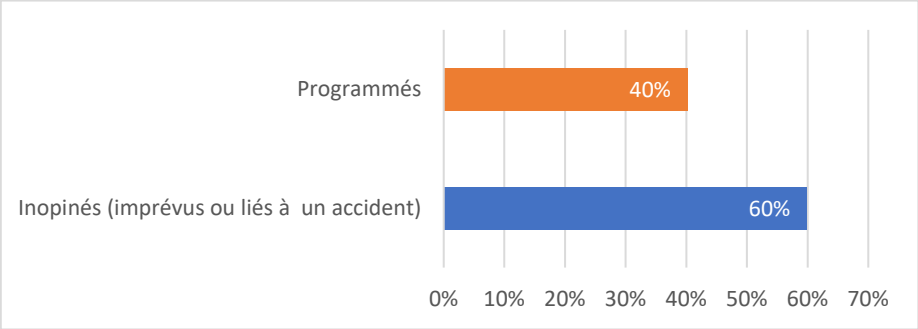


8. Le recours aux soins en France

Avez-vous eu besoin de soins en France ?

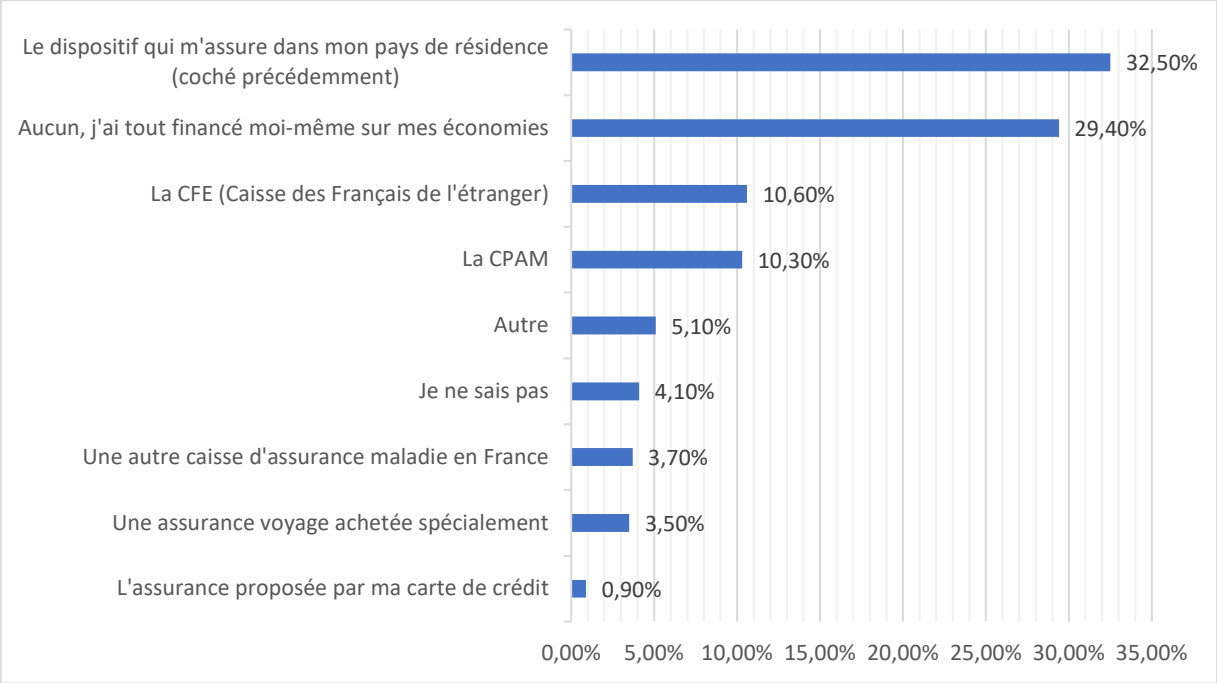


S'agissait-il de soins programmés ou inopinés ?

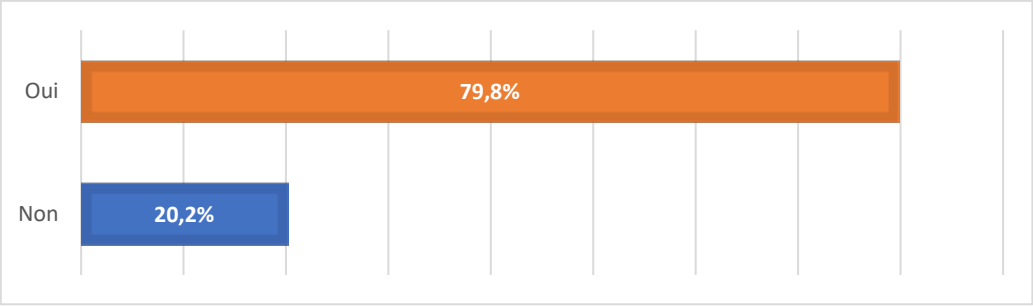


Annexe 1 analyse de la consultation citoyenne

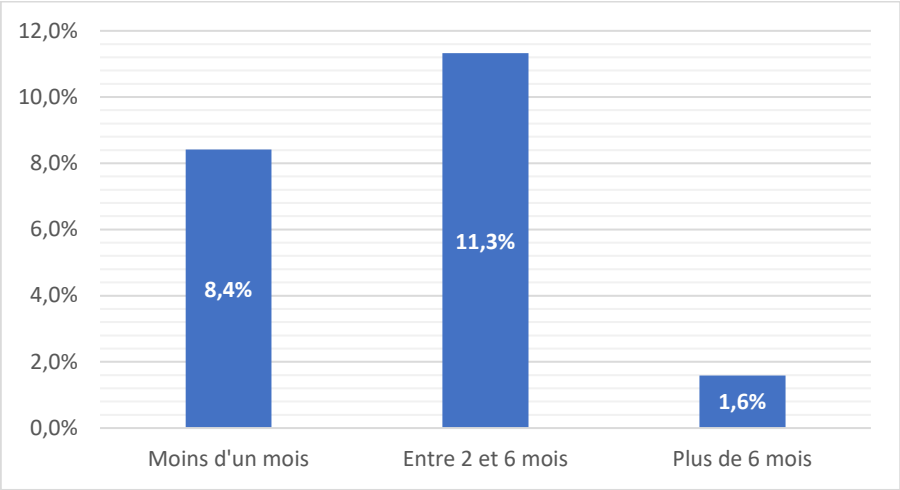
En cas de soins inopinés (imprévu, accident), qui a participé au financement de ces soins en France ?



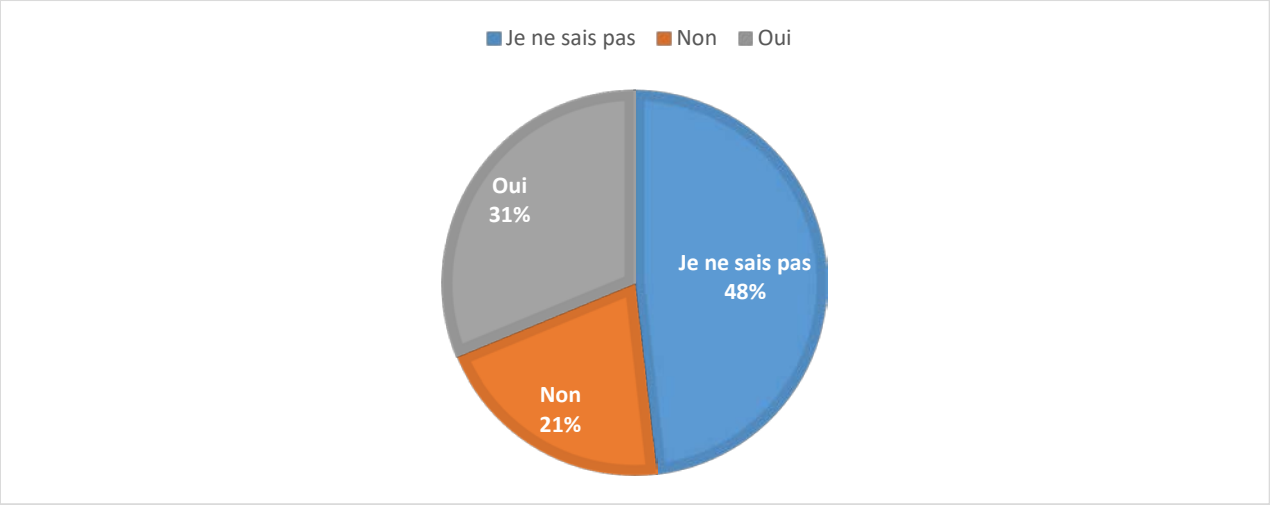
Avez-vous dû faire l'avance des frais au moins une fois ?



Sous quel délai avez-vous été remboursé ?

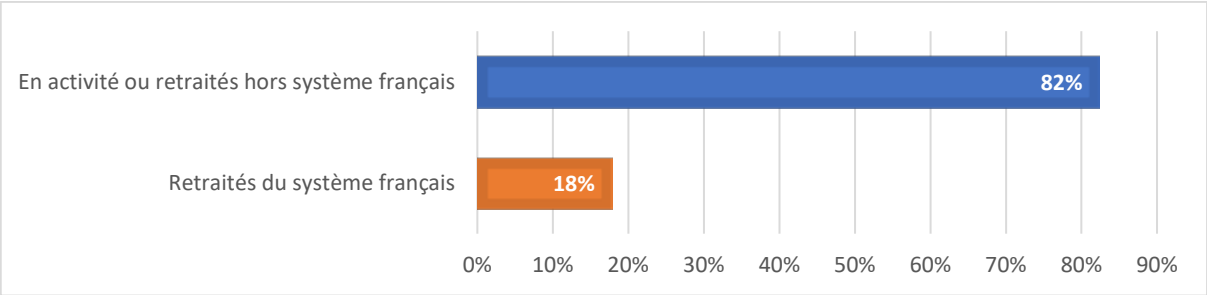


9. Existe-il une convention de sécurité sociale entre votre pays de résidence et la France



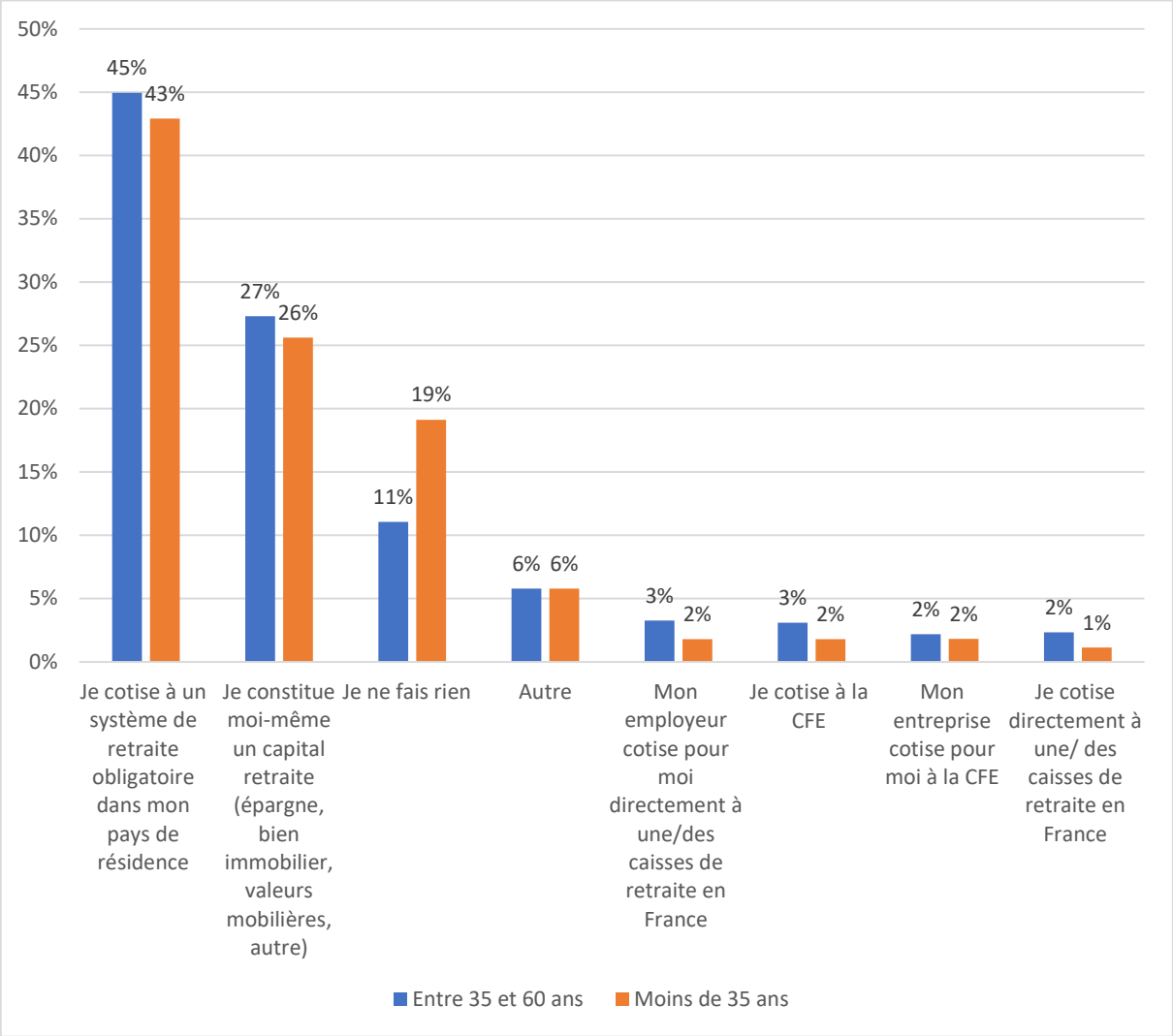
10. Etes-vous retraité du système français ?

Parmi les retraités, près d'un sur cinq est pensionné du système français, une proportion importante dot il faut souligne qu'elle est soumise à une maltraitance administrative largement développée dans le rapport et à laquelle il faudra remédier dans les plus brefs délais.



11. **Si vous êtes en activité, comment préparez-vous votre retraite ?** (Plusieurs réponses possibles)

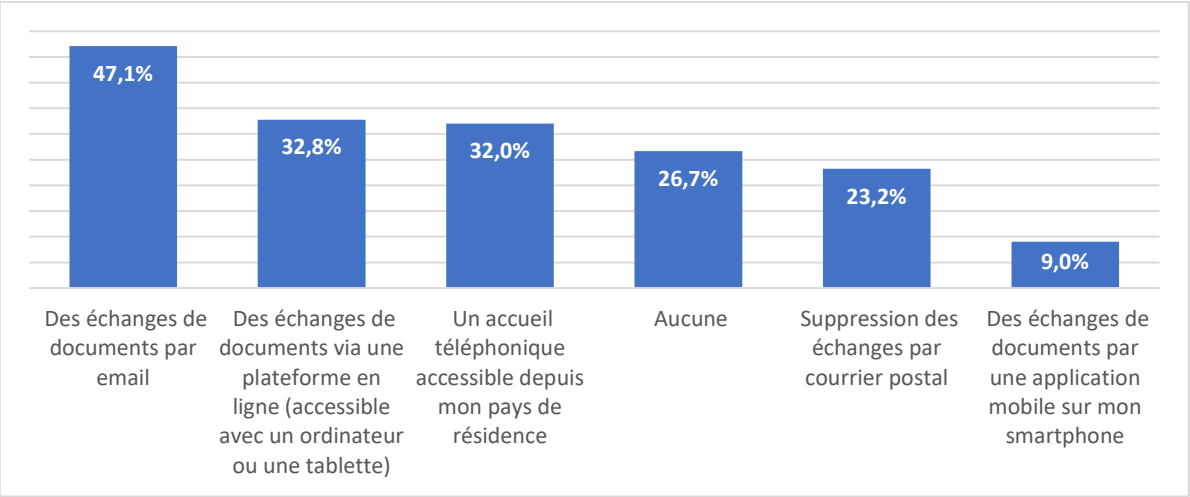
La donnée qui doit attirer l'attention est la proportion importante de personnes qui ne préparent pas leur retraite : 1 sur 10 chez les 35 – 60 ans et environ 1 sur 5 chez les moins de 35 ans. Il serait pertinent de comprendre pourquoi : méconnaissance ? Insouciance ? Difficulté d'accès à l'information ? Coût ? Par ailleurs, la Caisse des français de l'étranger est peu citée (3% des répondants en activité).



12. Les services des caisses de retraite que les retraités souhaiteraient voir évoluer

La modernisation numérique de la communication des caisses de retraite est au cœur des réponses, ce qui prouve que nos retraités sont nombreux à utiliser ces outils, contrairement aux préjugés exprimés par les personnes auditionnées.

Que près d'1 répondant sur 2 souhaite des échanges de documents par email doit surprendre à l'heure de la dématérialisation. Il n'est pas acceptable d'imposer le courrier postal notamment vers des destinations où la distribution de courrier est incertaine.



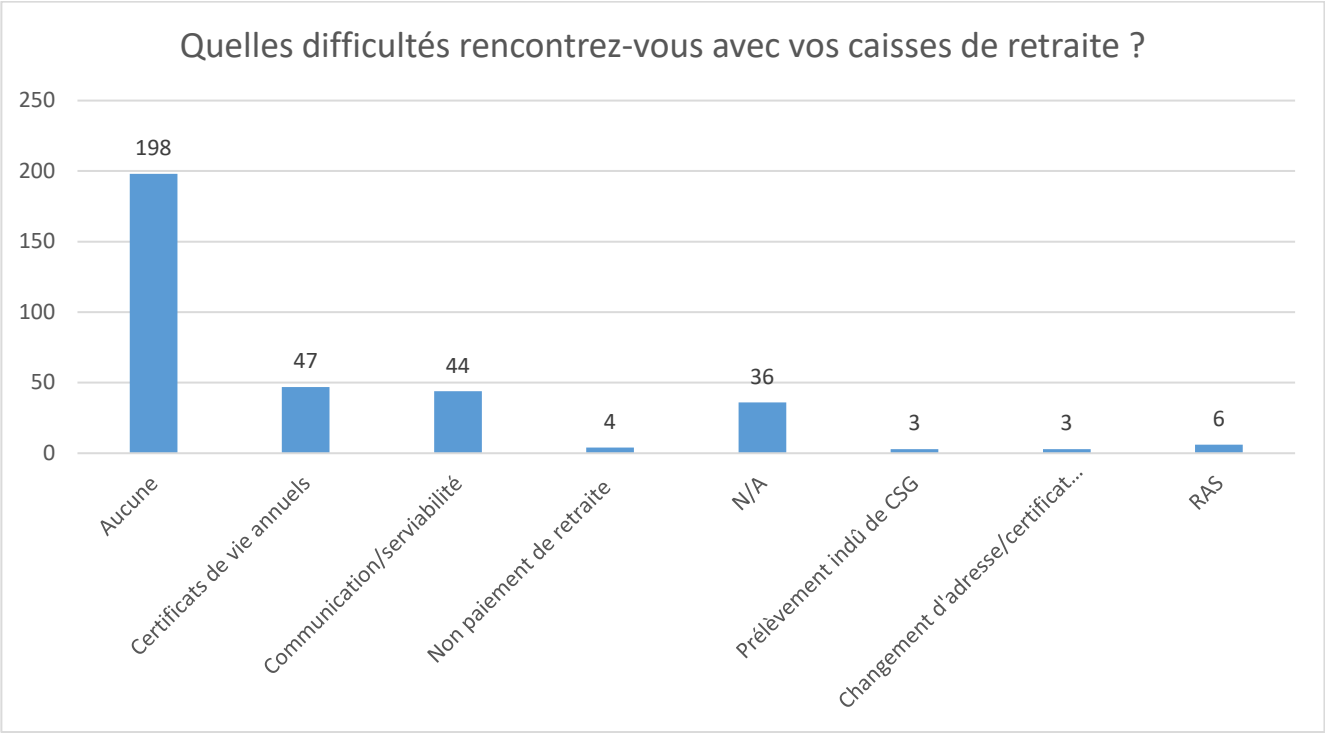
13. Quelles difficultés rencontrez-vous avec vos caisses de retraite ? (question ouverte)

L'analyse a porté sur les 1000 premiers répondants dont 341 retraités dont les réponses ouvertes ont donc été étudiées.

Une large majorité dit ne pas rencontrer de difficulté, il faut s'en réjouir car ce n'est pas la teneur des très nombreux emails que les députés des français de l'étranger reçoivent chaque semaine (mais l'absence de difficulté ne fait pas l'objet de communication avec un parlementaire !).

Deux difficultés dominent les réponses : la procédure des preuves de vie (certificats d'existence) et la serviabilité des caisses de retraite. Sur la procédure des certificats d'existence, les verbatim recueillis expriment une maltraitance administrative inquiétante qui est longuement développée dans le rapport.

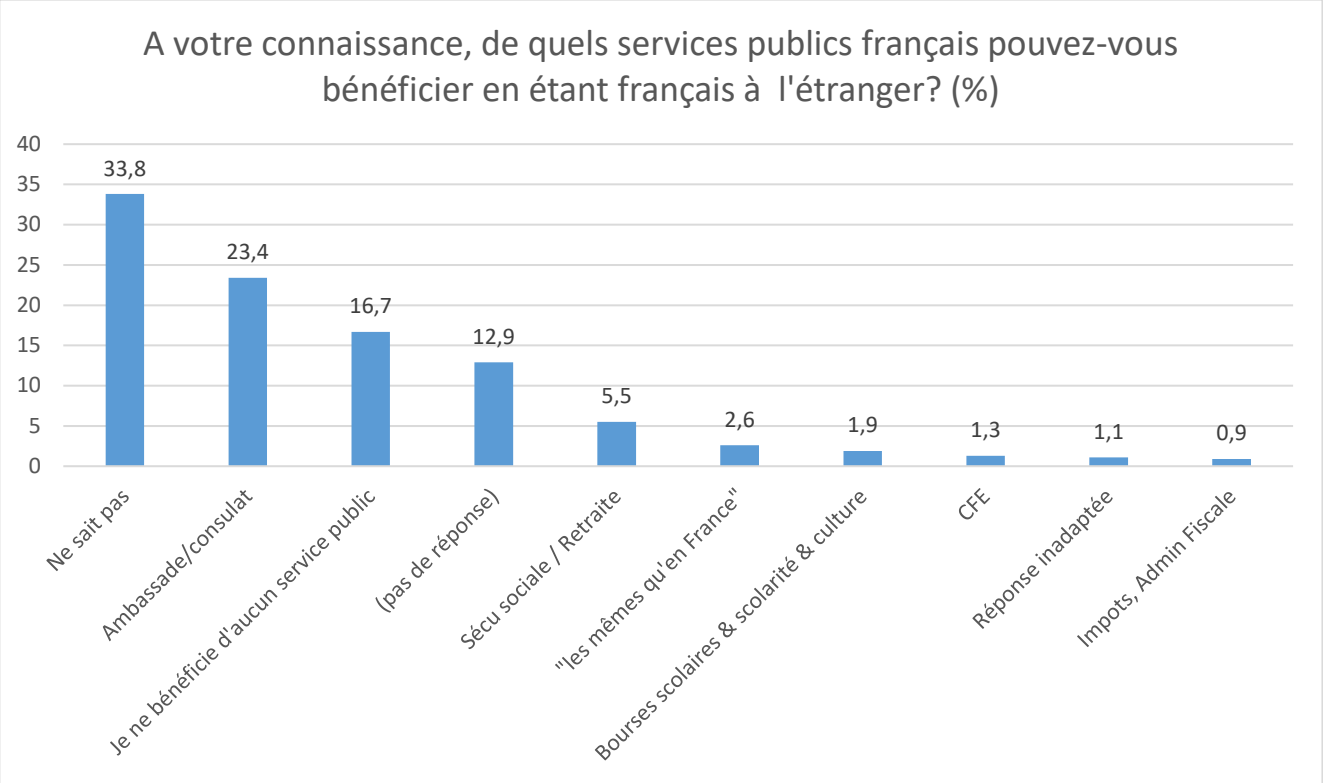
Enfin, il faut souligner que cette question a donné lieu à quelques réponses (très peu nombreuses) sans rapport avec la question : retraite trop faible, coût de la Cotam, contestation de la Cotam, etc.



6. Résultats – Simplification

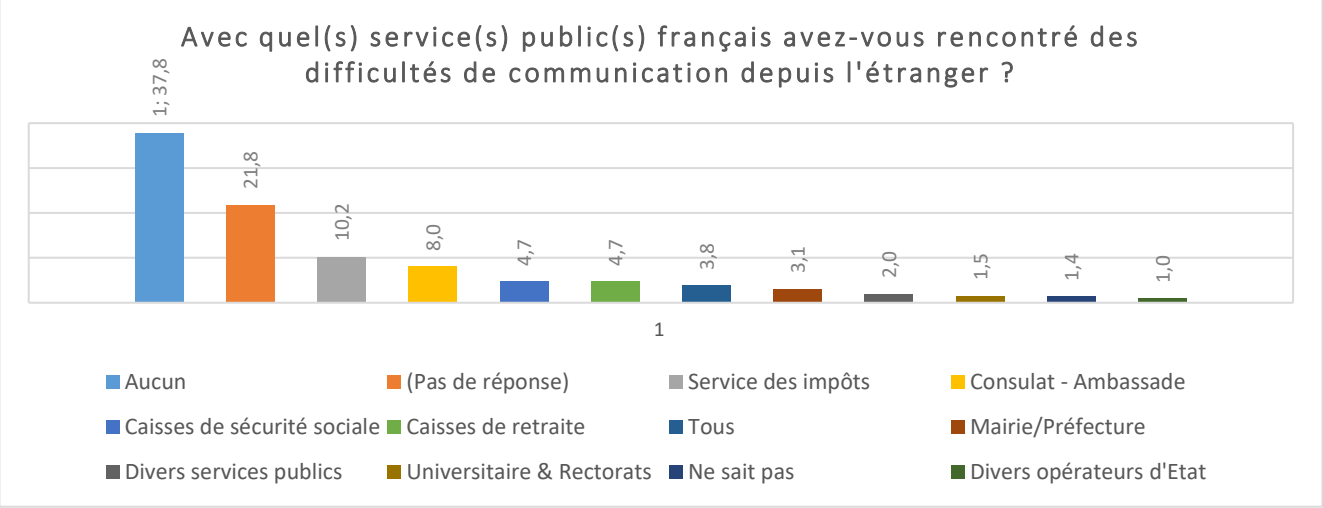
14. A votre connaissance, de quels services publics français pouvez-vous bénéficier en étant français? (question ouverte)

L'analyse a été faite sur les 1000 premières réponses. Les résultats doivent interpeler : une très large majorité des répondants (1/3) répond « *je ne sais pas* » ou « *aucune idée* » tandis que 16% des répondants disent ne bénéficier « d'*aucun service public* ». Peut-être la notion de « service public » mériterait-il d'être présentée et expliquée.
Les ambassades et consulats, parfois exprimés sous le seul mot « état-civil » sont cités par près d'un quart (1/4) des répondants. On voit donc ici le **déficit de notoriété** de nos consulats : nos ressortissants sont très (trop ?) peu nombreux à identifier les consulats comme un service public.
Parmi les réponses surprenantes et anecdotiques en quantité, la sécurité sociale, la SNCF, la culture et le mot seul « juridique » ont été cités.



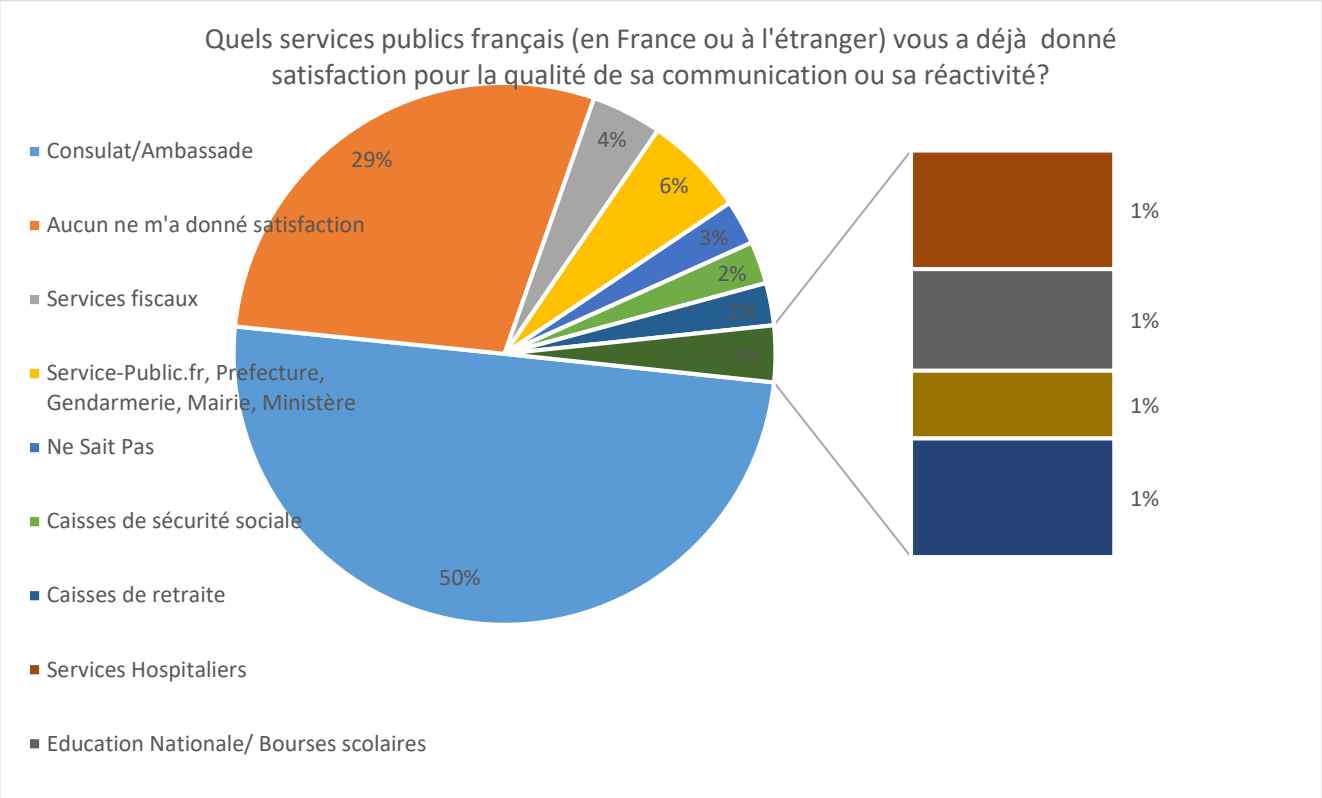
15. Avec quel(s) service(s) public(s) français avez-vous rencontré des difficultés de communication depuis l'étranger ? (question ouverte)

L'analyse a été faite sur les 1000 premières réponses parmi lesquelles 913 étaient exploitables.
Plus d'un tiers (1/3) des répondants (37,8%) dit n'avoir eu aucune difficulté de communication avec les services publics français.
Puis les réponses sont réparties sur 4 entités : les services fiscaux, les consulats, les services liés à la santé (sécurité sociale et CFE sont citées) et les caisses de retraite.
Parmi les réponses anecdotiques en quantité, on relève la culture, l'université, Pôle Emploi, la Poste, EDF et il faut souligner une citation du portail service-public.fr .



16. Quels services publics français vous a déjà donné satisfaction pour la qualité de sa communication ou sa réactivité ? (question ouverte)

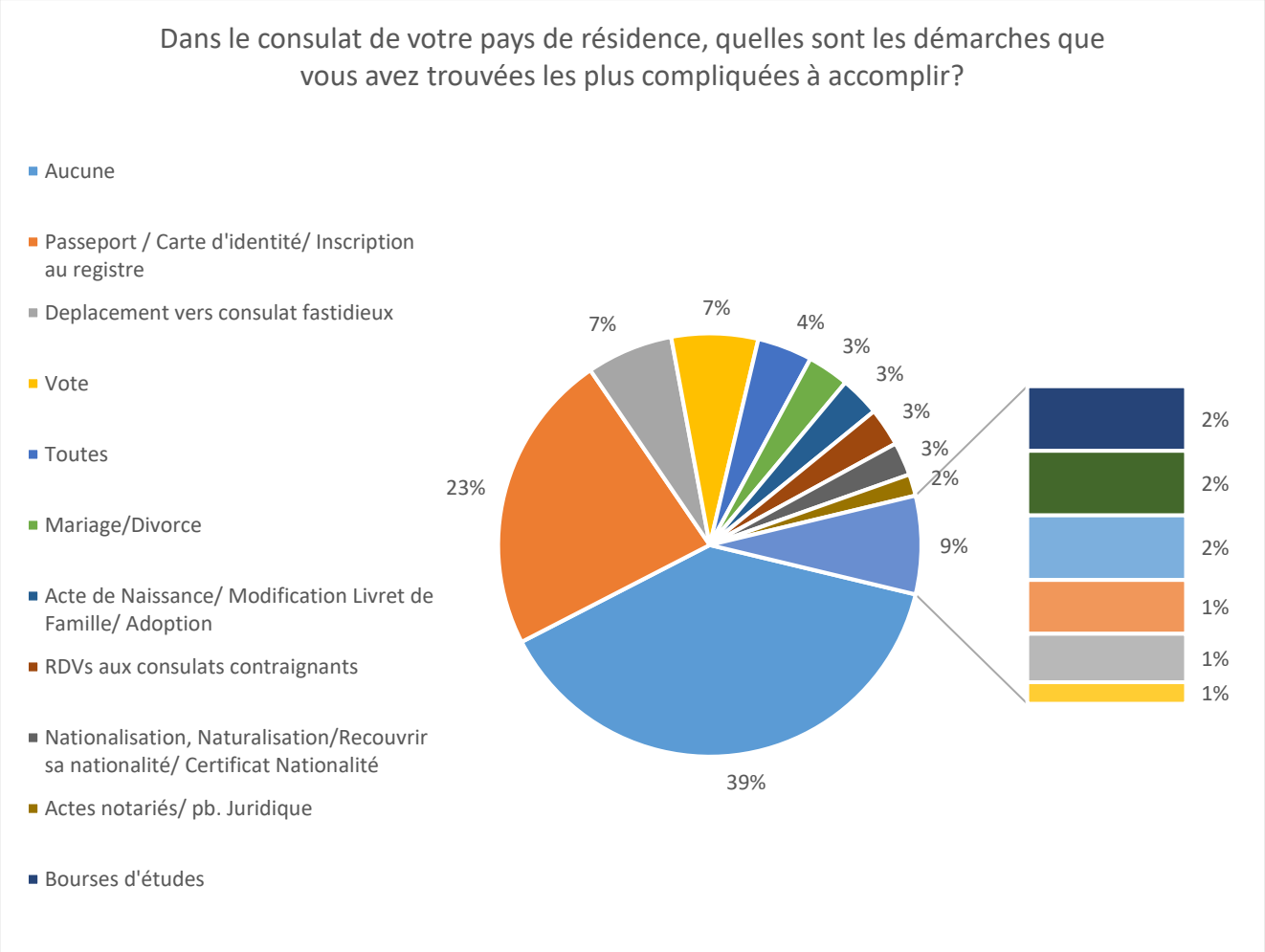
L'analyse a été faite sur les 1000 premières réponses dont 713 étaient exploitables.
Les **consulats et ambassades** arrivent très largement en tête des réponses (50% de citations).
En revanche, 29% des répondants disent « aucun » ; il y a donc là une marge de progression à envisager pour nos services publics !
Enfin, quelques services ont été cités et méritent de figurer dans ce rapport : la SNCF, les caisses de sécurité sociale, des mairies, les hôpitaux français et même la surprenant réponse : « tous » !



17. Dans le consulat de votre pays de résidence, quelles sont les démarches que vous avez trouvées les plus compliquées à accomplir ? (question ouverte)

L'analyse a été faite sur les 1000 premières réponses dont 786 étaient exploitables.
La réponse la plus fréquente est « aucune », soit que les répondants n'ont pas fait de démarche au consulat, soit que toutes les démarches soient d'égale difficulté !
Les deux démarches les plus fréquemment citées pour leur complexité sont les **pièces d'identité** (CNI, passeport et inscription au registre consulaire) et la **difficulté d'accès aux consulats** (éloignement géographique). Ce dernier point justifie pleinement l'ambitieux projet en cours de dématérialisation des démarches consulaires dans un contexte de baisse des moyens humains et financiers alloués aux consulats.
Quelques réponses méritent d'être citées même si elles concernent un faible nombre de répondants (moins de 10%) : la lenteur de la communication avec le consulat, les procédures de naturalisation, les demandes de visa pour le conjoint.
Un certain nombre de réponses ne relèvent en aucun cas d'une procédure disponible en consulat (toucher l'assurance chômage, obtenir une attestation de salaire, obtenir un relevé d'infractions

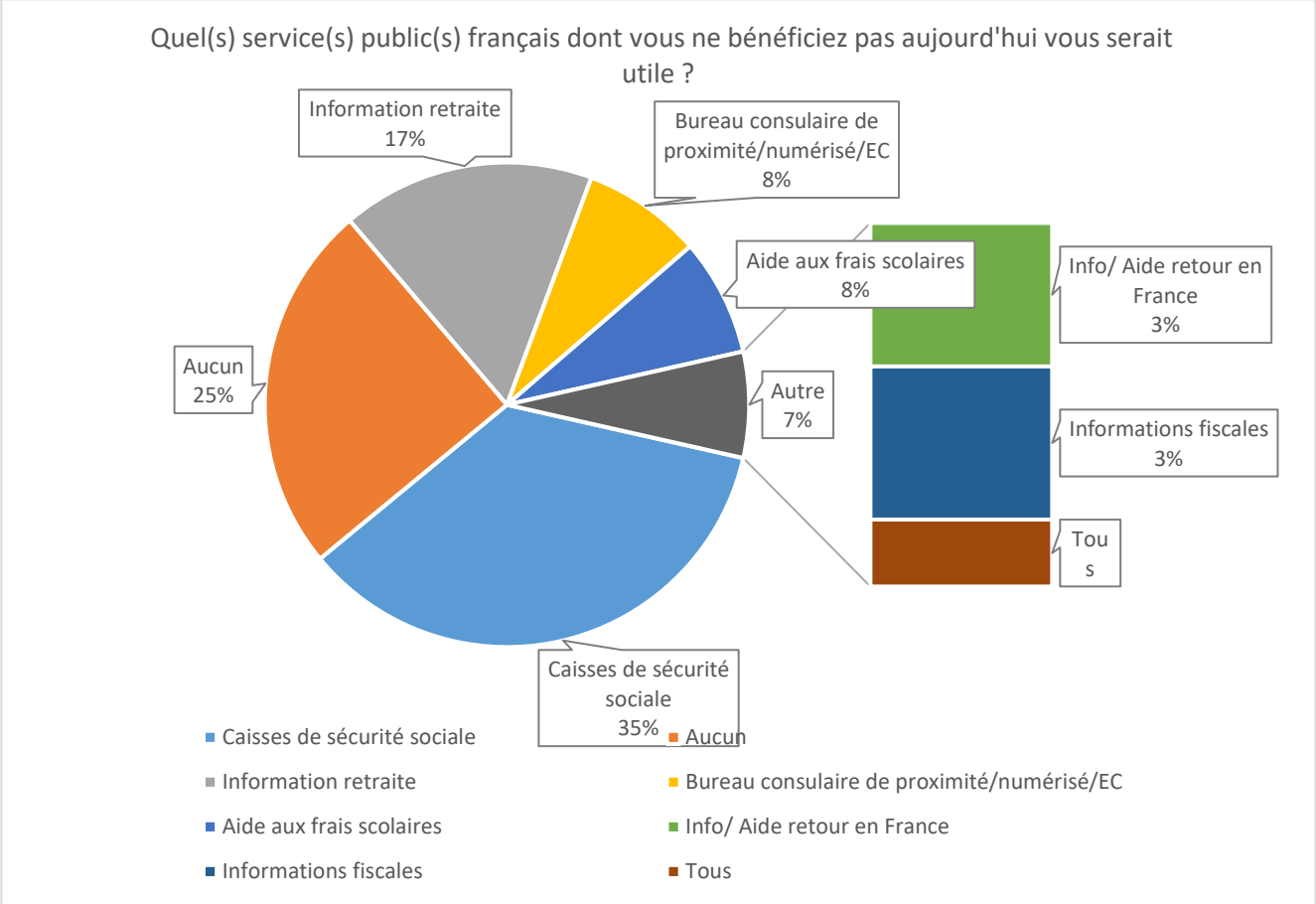
routières notamment). Une communication sur ce que ne font pas les consulats sera sûrement souhaitable.
La réponse la plus surprenante eu égard à la taille du pays concerné (la Suisse) comparée à d'autres pays dans le monde, bien plus grands, tels le Japon ou la Nouvelle-Zélande : « *il n'y a que 2 consulats en Suisse* » (sic !).



18. Quel(s) service(s) public(s) français dont vous ne bénéficiez pas aujourd'hui vous serait utile ? (question ouverte)

L'analyse a été faite sur les 1000 premières réponses dont 565 étaient exploitables.
La **santé**, les **soins**, **l'assurance maladie**, dès lors qu'on les regroupe sont des réponses citées par 35% des personnes interrogées.
Il est intéressant de noter que un quart (1/4) des répondants disent n'avoir besoin « d' **aucun** » service public français.
L'information sur la retraite est citée par une centaine de répondants (17%) exprimant ici l'idée que l'Etat doit de l'information à ses citoyens. Une quarantaine de personnes soit moins de 10% des répondants, cite le besoin d'un service consulaire de proximité ou numérique et l'accès facilité à la scolarité (dont la gratuité de l'école).
Enfin beaucoup de réponses ne sont formulées qu'une poignée de fois : accès à un logement social en France, accès à un conseiller fiscal, des conseils retour en France ou encore des services qui existent déjà tels « un service social » , l'accès au vote. On voit combien l'information doit être renforcée à la fois sur ce qui existe déjà et sur ce qui ne peut pas être du ressort d'un poste consulaire.

Annexe 1 analyse de la consultation citoyenne

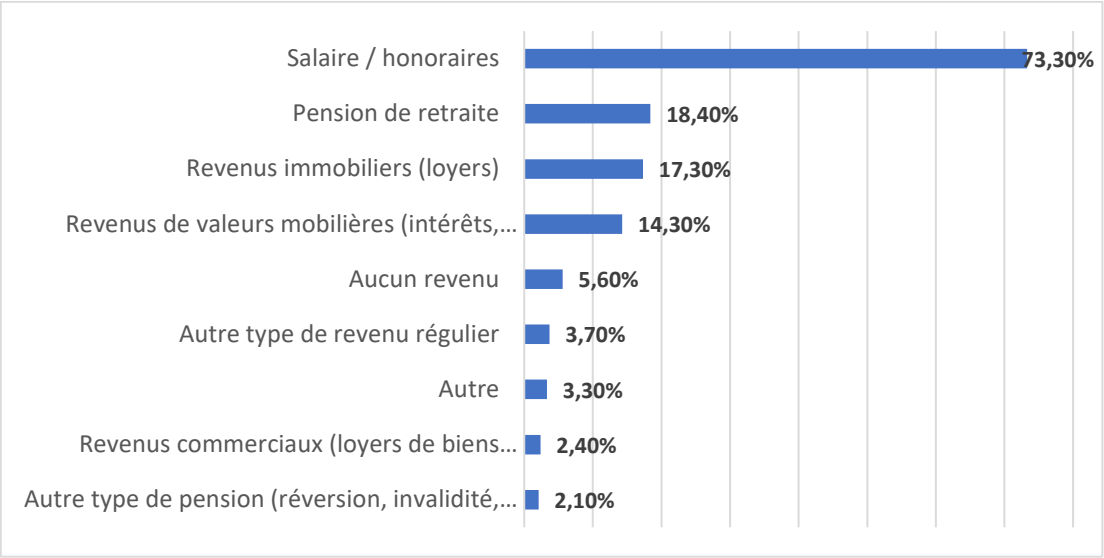


7. Résultats – Fiscalité

19. Les types de revenus perçus en 2016

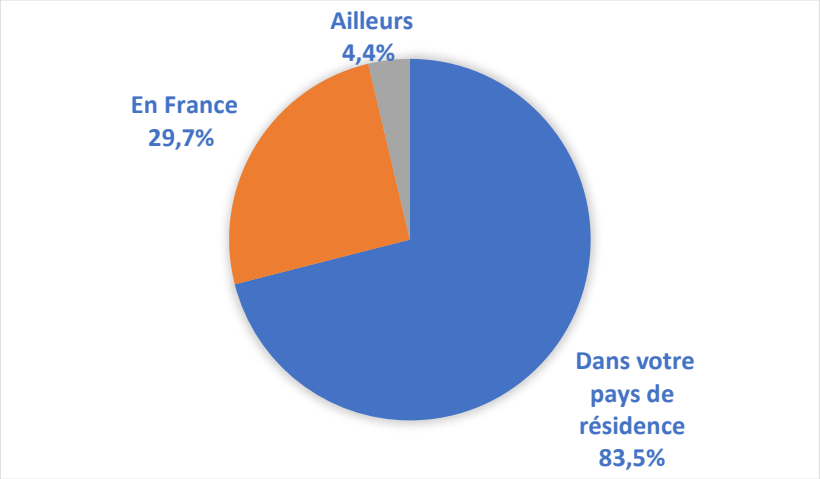
Il était possible de cocher plusieurs réponses ici.

Les ¾ des répondants reçoivent un salaire ou des honoraires. Et près d'un sur cinq (1/5) perçoivent une pension de retraite. Sans préjuger de leur localisation (en France ou ailleurs dans le monde), les revenus du patrimoine sont cités chacun par un petit nombre de répondants.



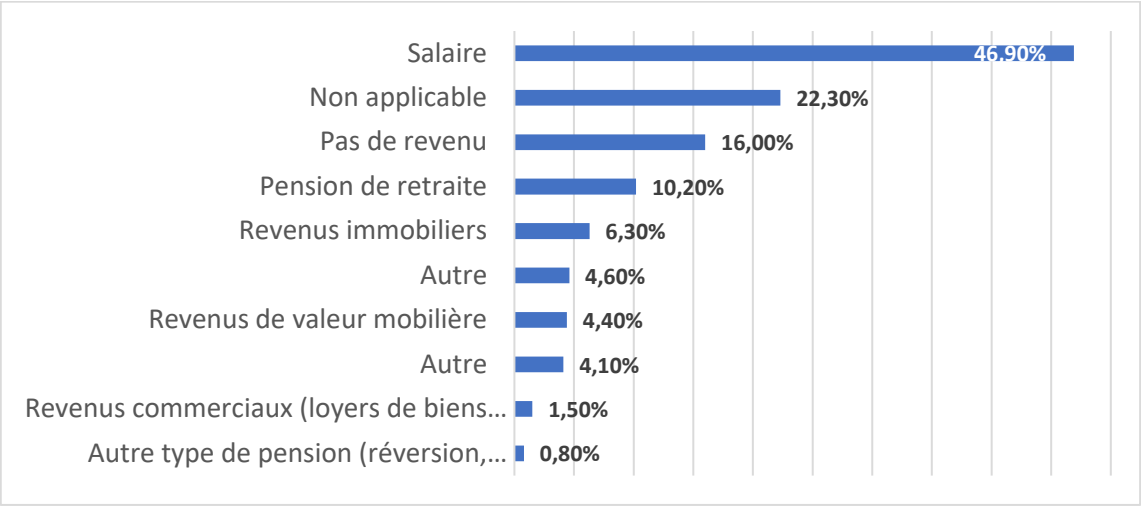
20. Les pays où sont perçus les différents revenus perçus en 2016

Un tiers (1/3) des répondants ont des revenus en France.



21. Les revenus du conjoint

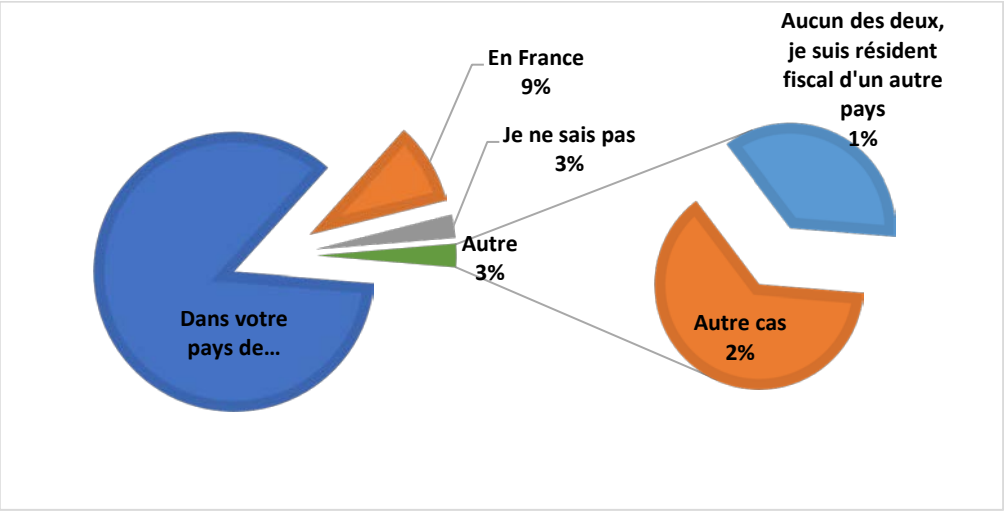
Cette question permet de faire tomber un cliché, celui de l'épouse entretenue qui ne ferait rien ! Les conjoints de nos ressortissants à l'étranger qui ont répondu à ce questionnaire, pour une très large majorité d'entre eux, ont un revenu.



22. Le pays de résidence fiscale

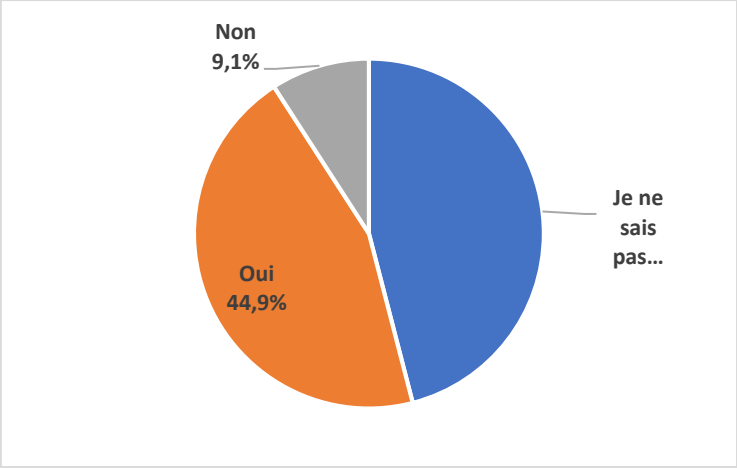
On pourrait penser de prime abord qu'un résident hors de France est nécessairement non-résident fiscal et qu'il déclare ses revenus d'activité dans son pays de résidence où il y paye également ses impôts.

Si cela est vrai dans plus de 9 cas sur 10, il faut cependant souligner qu'il existe de nombreuses situations qui dérogent à cette situation, dont certaines peuvent surprendre. C'est le cas notamment des personnels français recrutés locaux qui, par le biais de conventions fiscales de type OCDE lorsqu'elle existe entre la France et leur pays de résidence, sont contraints de déclarer en France leurs revenus locaux avec un barème non-résident, ce qui peut leur être défavorable, en particulier en liaison avec les fluctuations de change dans certains pays.



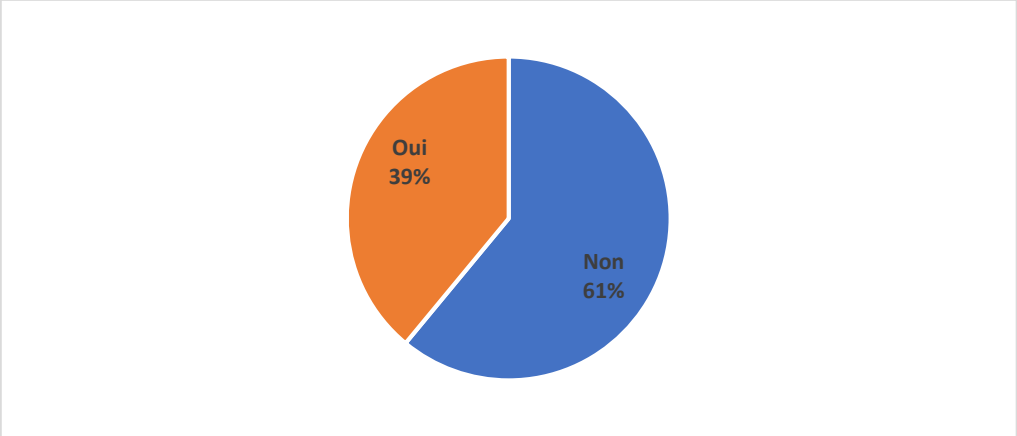
23. Existe-t-il une convention fiscale entre la Franc et votre pays de résidence ?

Près d'un répondant sur deux ne sait pas s'il existe une convention fiscale entre la France et leur pays de résidence. Espérons qu'il s'agit de personnes qui n'ont aucun revenu en France. Cette méconnaissance peut également poser problème en cas de revenus fonciers (loyers) qui doivent, selon le droit fiscal français, être soumis aux prélèvements sociaux.



24. Avez-vous déjà déclaré des revenus ou des biens en France depuis que vous êtes à l'étranger ?

Près de 2/3 des répondants n'ont jamais déclaré de revenus en France depuis qu'ils sont à l'étranger. Rappelons que dans cette enquête, ils ont quitté la France depuis plus de 10 ans pour la moitié d'entre eux. Cela signifie qu'ils n'ont aucune existence pour les services fiscaux, n'y ont aucun dossier personnel, ce qui est une source de complexité lors d'un éventuel retour définitif en France.

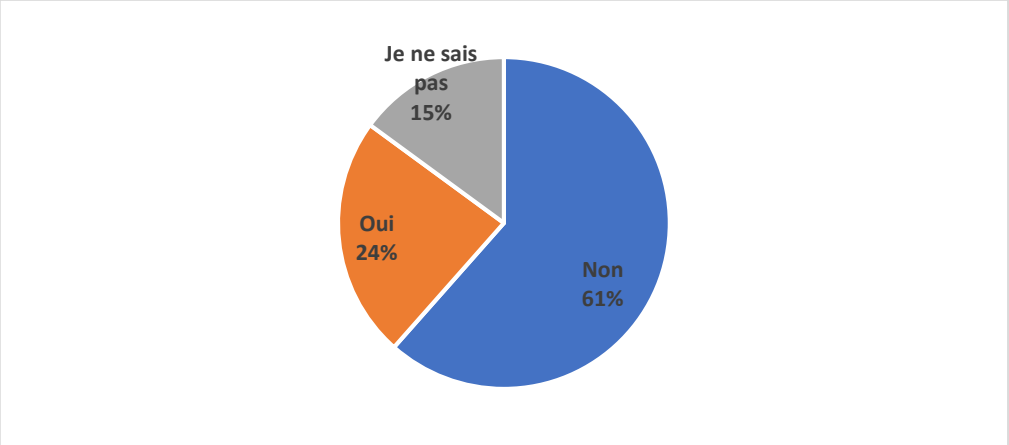


25. Les revenus déclarés en France ont-ils été soumis à une retenue à la source ?

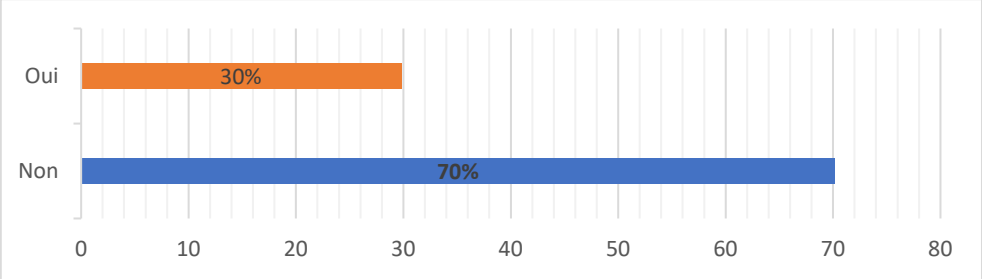
Rappelons ici que seuls les revenus d'activité ou de remplacement des non-résidents et les revenus de placement sont soumis à une retenue à la source libératoire selon un mécanisme de calcul d'une grande complexité source d'incompréhension et de recours.

Les revenus du patrimoine immobilier en revanche ne sont pas soumis à une retenue à la source.

La mise en place du prélèvement à la source va ajouter de la complexité au système actuel de calcul de l'impôt.

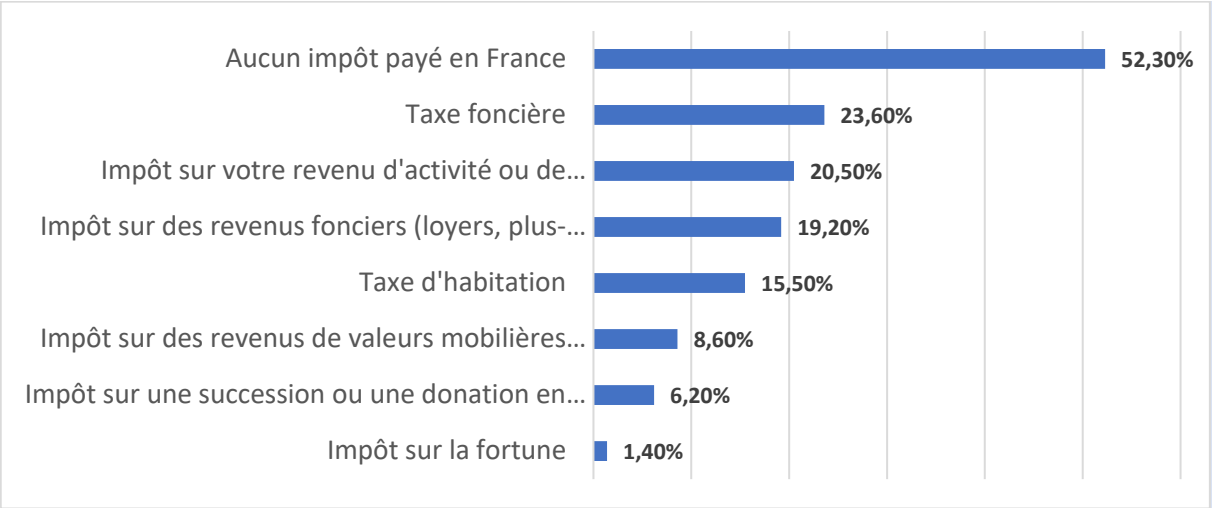


26. Les revenus déclarés en France ont-ils été soumis à une retenue à la source ?



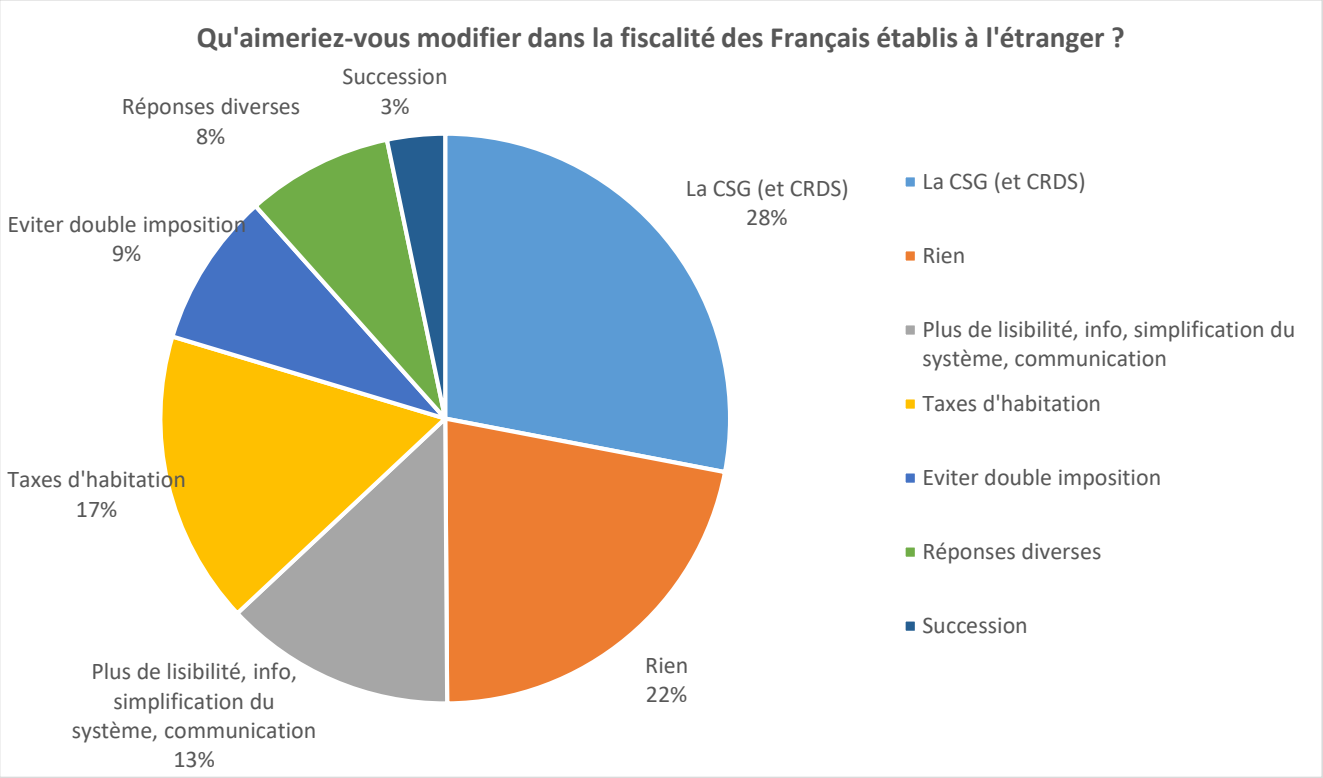
19. **Depuis que vous êtes à l'étranger, et pour la période jusqu'à 2016 inclus, pouvez-vous préciser le type d'impôt ou taxe que vous avez payé en France ?** (plusieurs réponses possibles)

Cette question permet d'observer qu'environ un quart (23,6%) des répondants sont propriétaires d'un bien immobilier en France (Taxe Foncière). En revanche, tous ne sont pas occupants de ce logement puisqu'une plus faible proportion (15,5%) déclare payer une taxe d'habitation. On peut donc faire l'hypothèse que seulement les 2/3 des personnes interrogées propriétaires en France occupent le logement dont ils sont propriétaires. Le tiers restant loue son logement ce qui est cohérent avec les 19,5% de répondants qui disent payer un impôt sur les revenus fonciers (loyers et plus-values de cession).



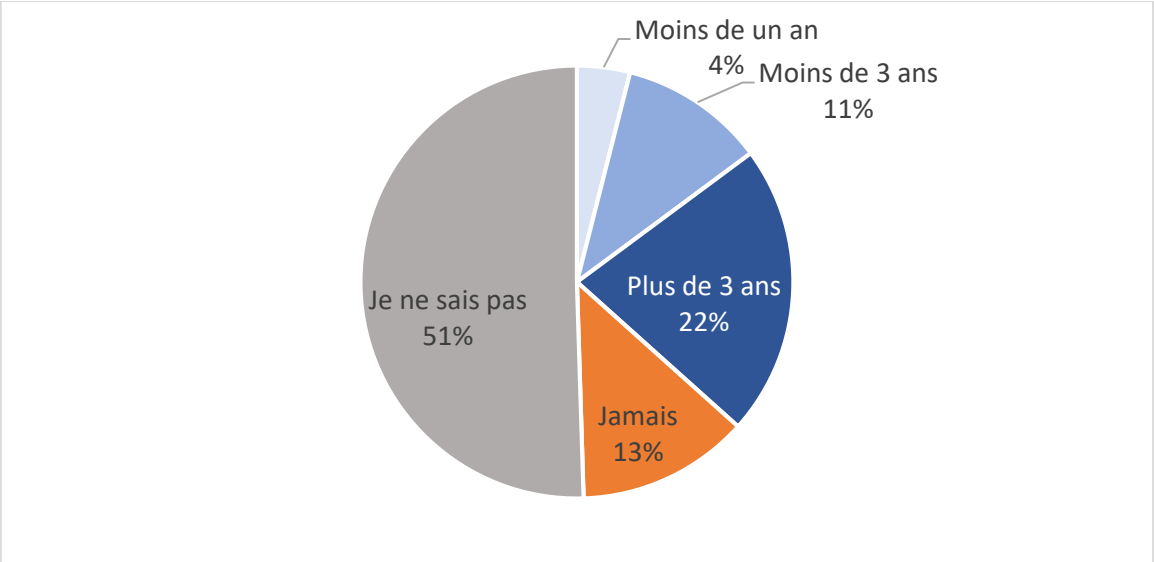
27. Qu'aimeriez-vous modifier dans la fiscalité des Français établis à l'étranger ? (Question ouverte)

Sur les 1000 premières réponses analysées, 457 étaient exploitables. Il aurait été intéressant d'analyser les 2000 premières réponses pour avoir une plus grande précision d'analyse.
En effet, la moitié des réponses n'est pas contributive, soit parce qu'il n'y avait pas de réponse, soit parce que les personnes ont répondu « je ne sais pas », soit parce que la réponse était inappropriée à la question.
Ce qui doit retenir l'attention est la demande de suppression de la CSG sur les revenus du patrimoine immobilier : 28% des répondants l'appellent de leurs vœux ce qui, mis en parallèle avec la proportion de personnes qui payent un impôt sur des revenus fonciers (19,2%) permet de supposer que tous les non-résidents qui ont à payer un impôt sur un revenu foncier souhaitent la suppression des prélèvements sociaux sur ce type de revenu.
Les citations sont variées et on retiendra notamment que la taxation des biens immobiliers en France et des successions ont été cités 8 fois pour l'un et 3 fois pour l'autre. La suppression des prélèvement sociaux a été citée. L'alignement de la fiscalité des non-résidents sur celle des résidents est revenu plusieurs fois sous différents angles : « possibilité de déduction des dons aux œuvres », « rester dans le système français » ou « fiscalité alignée sur la métropole »).
Autre donnée marquante, la demande de simplification du système tant sur le barème que sur la communication avec les services fiscaux pour 13% des répondants.
La réponse « taxe d'habitation » (17%) correspond à une demande que l'habitation en France ne soit plus qualifiée de résidence secondaire. Il serait utile ici de mener une enquête sur le mode d'utilisation du bien immobilier en France (Pied à terre ? Maison de campagne ? Maison de famille ? Logement pour les enfants étudiants ?) car si certaines situations peuvent se rapprocher d'une fonction de résidence principale, ce ne serait pas le cas d'une maison de campagne utilisée aux vacances d'été.
Parmi les réponses diverses, les suggestions sont variées : aligner la fiscalité au niveau européen; revoir les taux d'imposition en fonction des taux de change, être au barème des résidents; Supprimer l'imposition sur les biens à l'étranger; Appliquer le quotient familial, bénéficier de la prise en charge d'une aide-ménagère, limiter les évasions fiscales, mettre en place des mesures fiscales incitatives pour le retour en France.

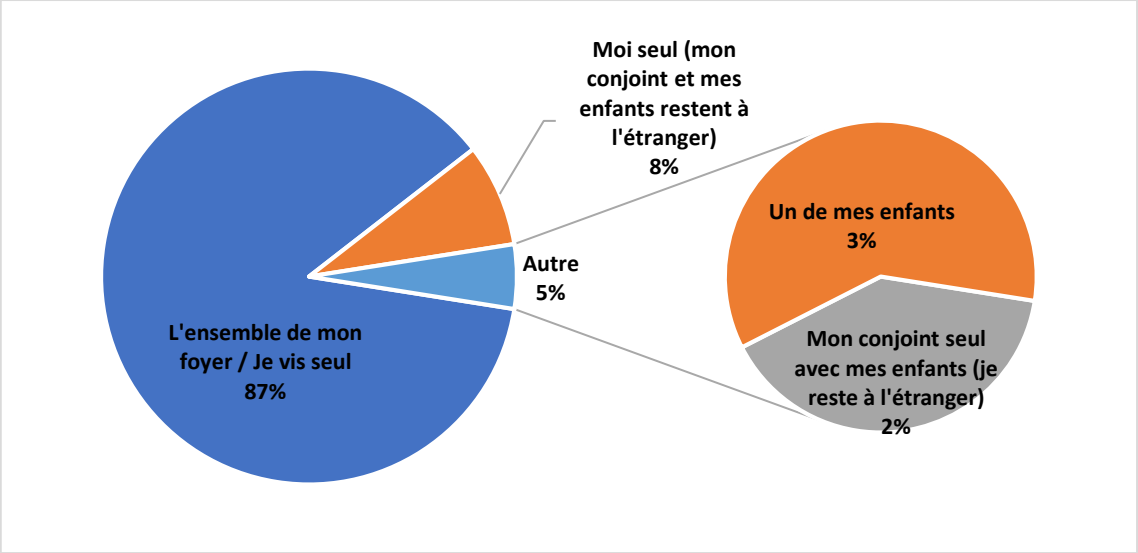


8. Principaux résultats – Retour en France

28. Envisagez-vous de vous réinstaller en France un jour ?



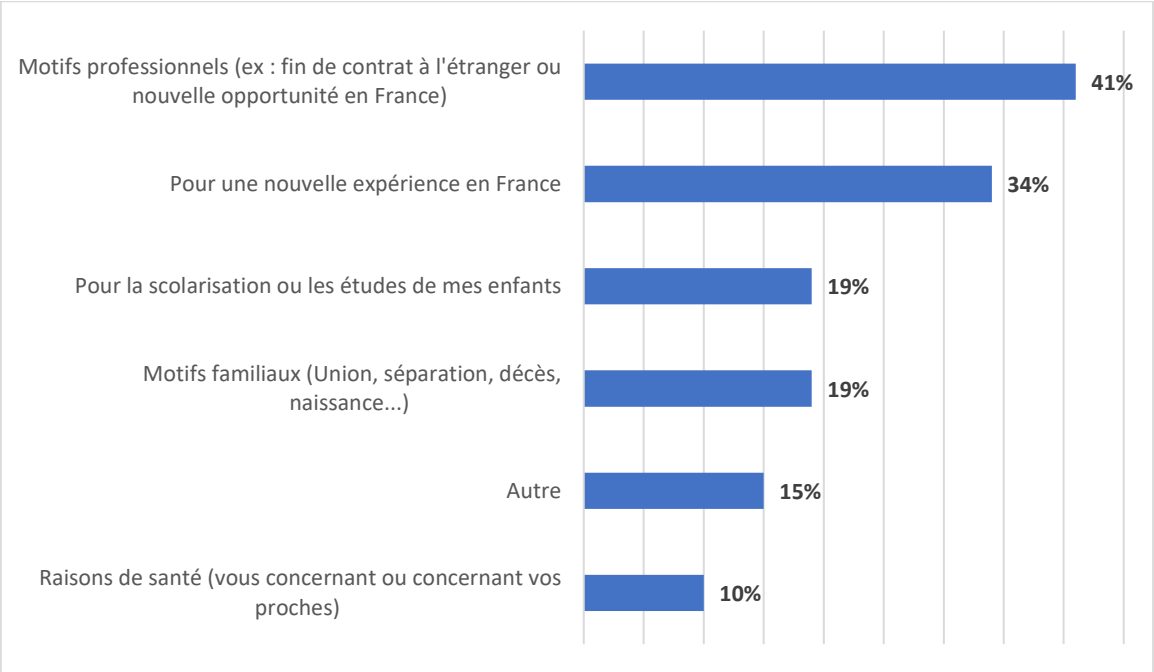
29. Qui dans votre foyer est concerné par ce retour ?



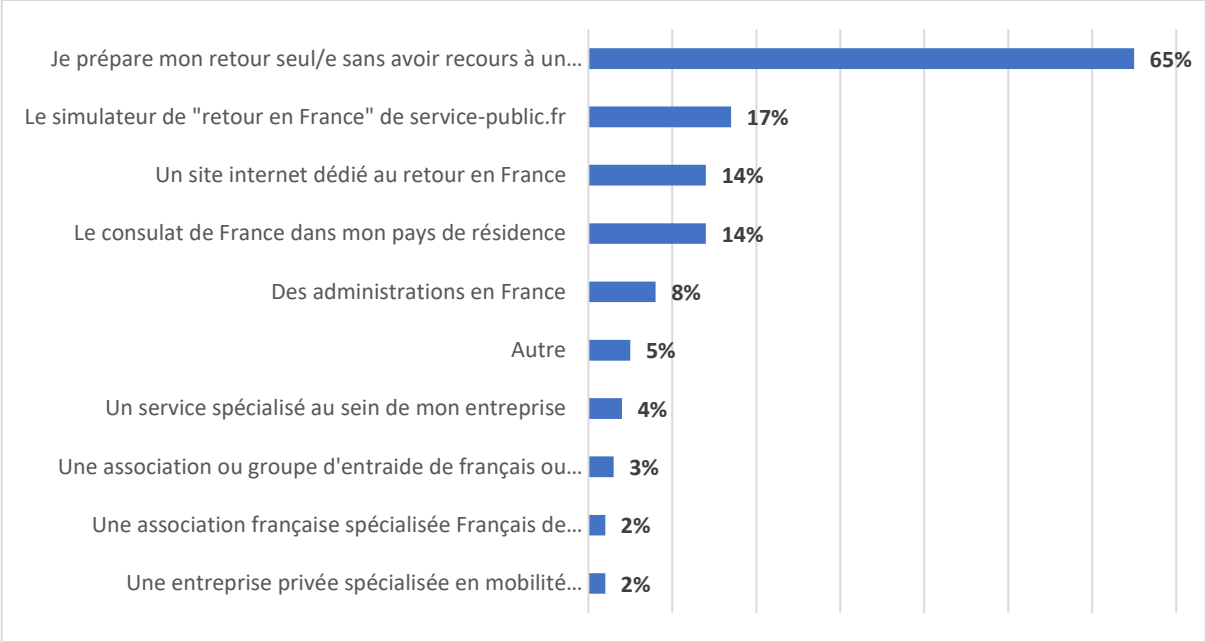
30. Quel est le motif de votre retour en France ?

Les réponses à cette question démontrent que la mobilité est conduite avant tout par des raisons professionnelles. Mais on observe aussi que la France conserve son attractivité puisque qu'un tiers des répondants disent avoir envie de tenter une nouvelle expérience en France.

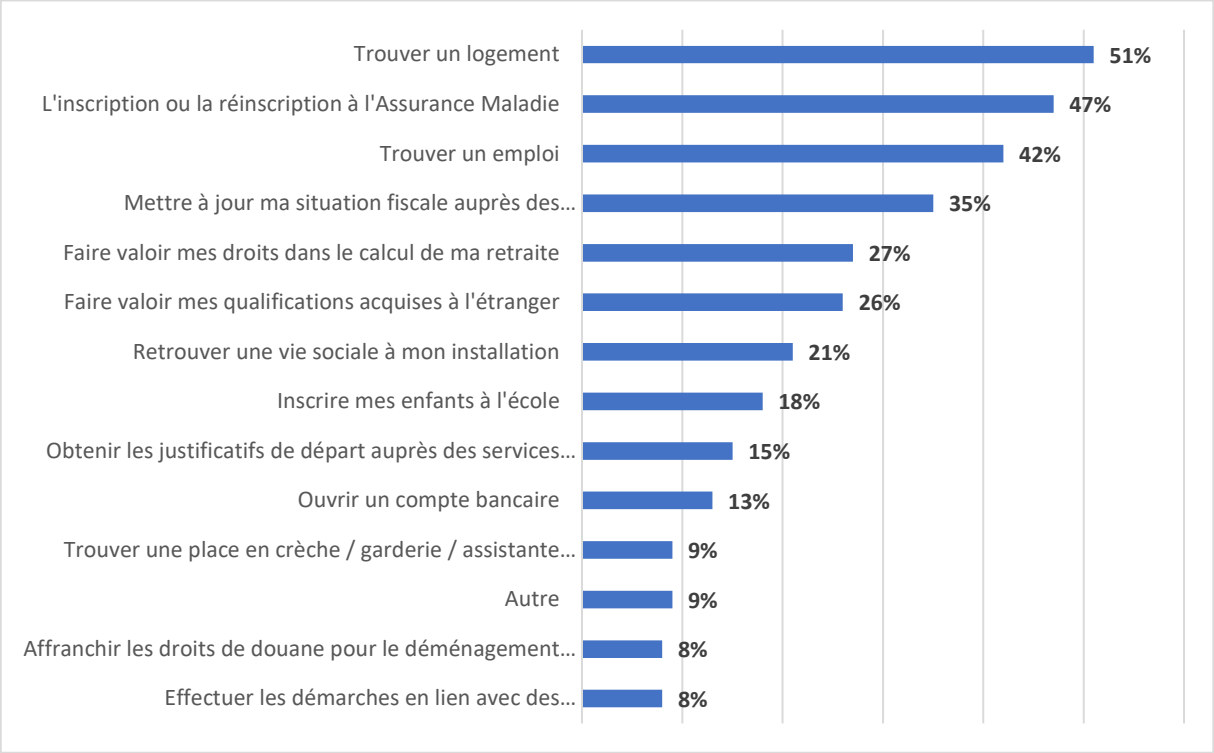
Près d'un cinquième (19%) des personnes disent rentrer suite à un changement familial et notamment les ruptures (décès, divorce, séparation, etc). Il faut souligner ici la très grande fragilité et vulnérabilité dans laquelle se retrouvent fréquemment les femmes divorcées ou séparées de retour en France.



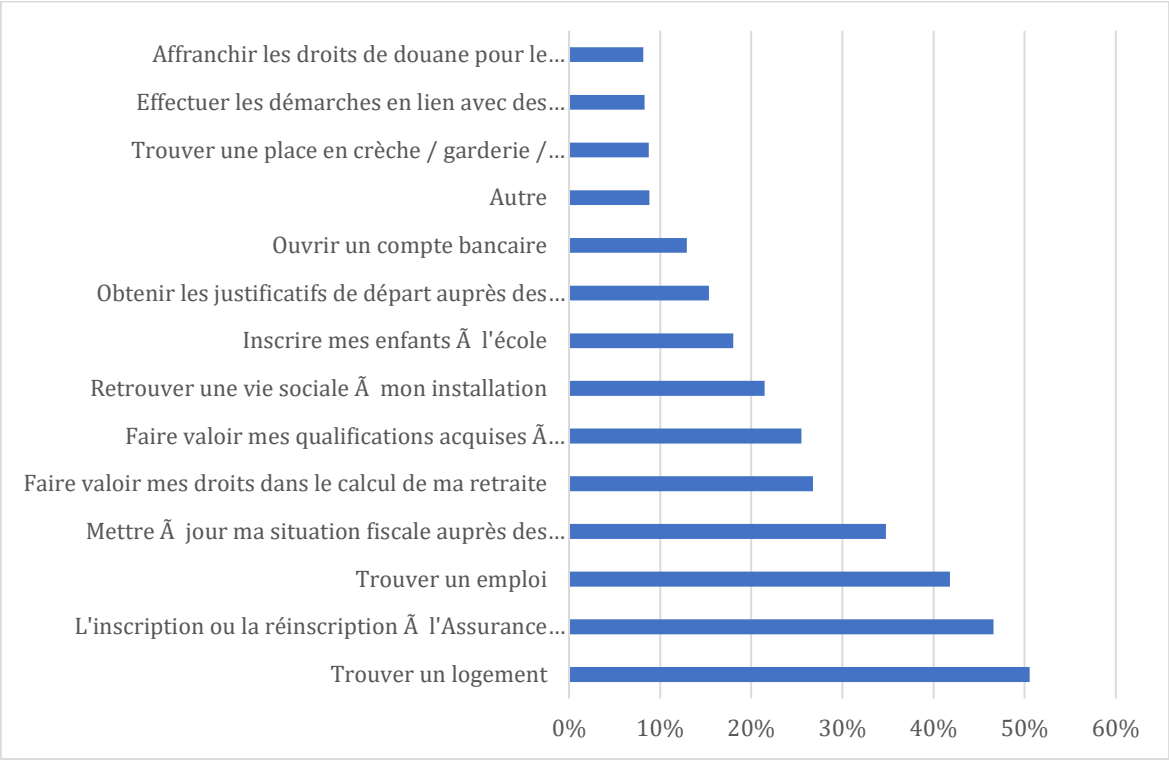
31. Avec quels organismes avez-vous pris contact pour préparer ce retour ?



32. Principales difficultés rencontrées dans la préparation de ce retour ?



33. Lors de vos démarches <u>administratives</u> pour rentrer en France, diriez-vous qu'il a été très facile, plutôt facile, plutôt difficile ou très difficile de… ?



ANNEXE 2 ENQUETE CONSULAT

1. Enquête auprès des consulats

L'un des axes de la mission était de faire des recommandations pour le réseau consulaire, proposer des solutions fiables et sécurisées pour simplifier l'accès aux services publics de nos concitoyens en tenant compte de leur mobilité croissante.

Il était donc indispensable d'aller à la rencontre des agents du réseau et de les interroger sur leur quotidien, leurs attentes, leurs difficultés, leurs propositions.

Ceci a été fait au travers d'une enquête de type qualitatif diffusée à l'ensemble du réseau par la Direction de l'administration des Français à l'étranger. Elle se composait de 12 questions dont 10 étaient formulées de façon ouverte c'est-à-dire sans aucune consigne ou direction, afin de recueillir une expression libre et spontanée. Une société spécialisée a procédé à l'analyse des réponses en les regroupant par thématique, dégageant ainsi des données quantitatives sous forme de pourcentages.

Nous n'avons pas eu accès au nombre d'agents consulaires ayant reçu le questionnaire. Diffusé par email le … 2018, il a été ouvert … fois et 163 personnes y ont répondu. Le format ouvert des questions a conduit à une dispersion des réponses sur des mots ou expressions parfois très différents, et que l'analyse a cherché à regrouper par thème. Dans un petit nombre de cas, 10% ou plus des répondants ont utilisé dans leur réponse des mots ou expressions identiques ; une attention particulière leur sera donnée.

Question initiale : quel est votre rôle au sein de votre consulat ?

La majorité des répondants travaille à l'administration des français à l'étranger (40%), 20% à l'état-civil, 10% dans le service visas et 5% à l'accueil des usagers. 5 répondants sont chefs de poste. Les autres réponses ne donnent pas de précision sur leur service d'affectation (« agent consulaire », « agent »).

Question 1 : quel sens donnez-vous à votre mission ?

La thématique qui revient le plus fréquemment est « servir et aider les administrés » (29% des citations).
Mais il faut souligner que seulement 10% des réponses citent « un service de qualité » comme sens donné à la mission.

Question 2 : dans quelle mesure êtes-vous motivé par votre mission ? (Absolument pas- Plutôt pas – Neutre - Plutôt - Absolument)

Nos agents sont fortement motivés : 73% disent être absolument motivés et 16% plutôt motivés.

Question 3 : qu'aimez-vous particulièrement dans votre mission ?

Le contact avec les usagers est la réponse la plus fréquente (43% des citations), suivi par l'aide aux usagers et la diversité des tâches et missions (33% des citations).
On notera que le travail en équipe est cité mais par seulement 4% des répondants.

Question 4 : quelles tâches vous freinent dans l'accomplissement de votre mission?

Les 3 thèmes les plus fréquemment cités sont la surcharge de travail, les procédures et l'outil informatique.

Question 5 : quelles sont les bonnes pratiques dans votre activité qui fonctionnent bien et que vous avez envie de partager ?

La communication est la pratique la plus citée sans qu'il soit possible de discerner quel aspect de la communication fonctionne bien. L'organisation du travail est également citée.
Il faut noter que la pratique de prise de rendez-vous, perçue comme une avancée positive tant par les usagers que par les agents rencontrés lors des déplacements, n'est citée que par moins d'un répondant sur 10.

Question 6 : de quelles tâches aimeriez-vous vous débarrasser ?
Les réponses sont ici très dispersées, à chaque fois citée par moins de 5% des répondants.
L'item le plus fréquemment cité est « aucune tâche » (22% des citations). Parmi les nombreuses citations, on retiendra « répondre au téléphone et aux emails » comme tâche dont un agent sur 10 souhaiterait se débarrasser.

Question 7 : Quels dispositifs et procédures vous aideraient dans votre mission ?

L'outil informatique recueille un plébiscite avec 28% de citations (ce qui est considérable pour ce modèle de questionnaire). Mais la demande de nouvelles méthodes et manières de faire est forte avec 26% des citations.
Le point important à noter ici est la demande d'agents supplémentaires exprimées dans 10% des réponses, ce qui est aussi une valeur significative dans ce type d'enquête.

Question 8 : quels logiciels et outils informatiques utilisez-vous le plus dans votre mission ?

Pas de surprise ici compte tenu du profil des répondants : les logiciels les plus utilisés sont Tes et le registre des Français à l'étranger.

Question 9 : Pensez-vous disposer des outils adéquats pour réaliser votre mission (Absolument pas- Plutôt pas – Neutre - Plutôt - Absolument)

Une majorité de 57% est d'accord ou plutôt d'accord pour dire qu'elle dispose des outils adéquats.
Mais 20%, soit 1 agent sur 5 affirme le contraire.

Question 10 : Qu'aimeriez-vous améliorer dans les outils que vous utilisez ?

La performance et notamment la rapidité et la fiabilité des outils recueille 32% des citations. Vient ensuite la fonctionnalité du matériel, notamment la capacité à interfacer les outils, et enfin les équipements, ordinateurs et bureautique.

Question 11 : quels nouveaux outils seraient utiles à votre mission ?

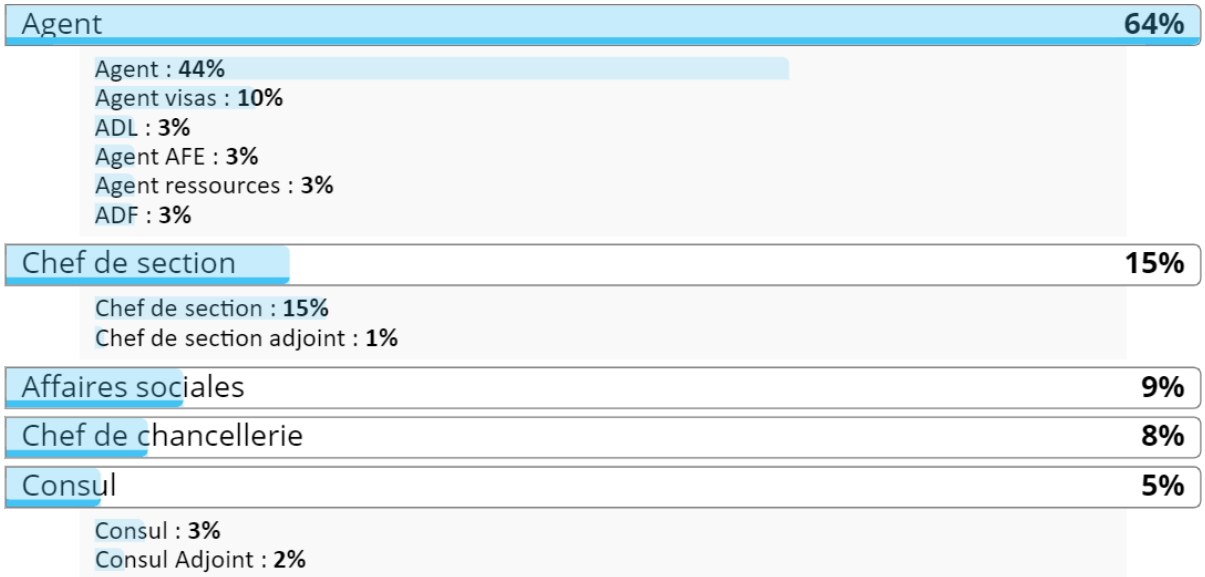
Faisant le lien avec la question précédente, le matériel est à nouveau cité et la notion de performance est citée par 19% des répondants ainsi que des équipements de bureautique de base tels imprimante et scanner.

Question 12 : quelle autre information souhaiteriez-vous partager au sujet de votre mission ?
Il n'y a pas eu de réponse à cette question.

2. Données Chiffrées

Question préliminaire : Quel est votre rôle au sein de votre consulat ?

158 Témoignages



Annexe 2 Enquête Consulat

Question 1 : Quel sens donnez-vous à votre mission ?

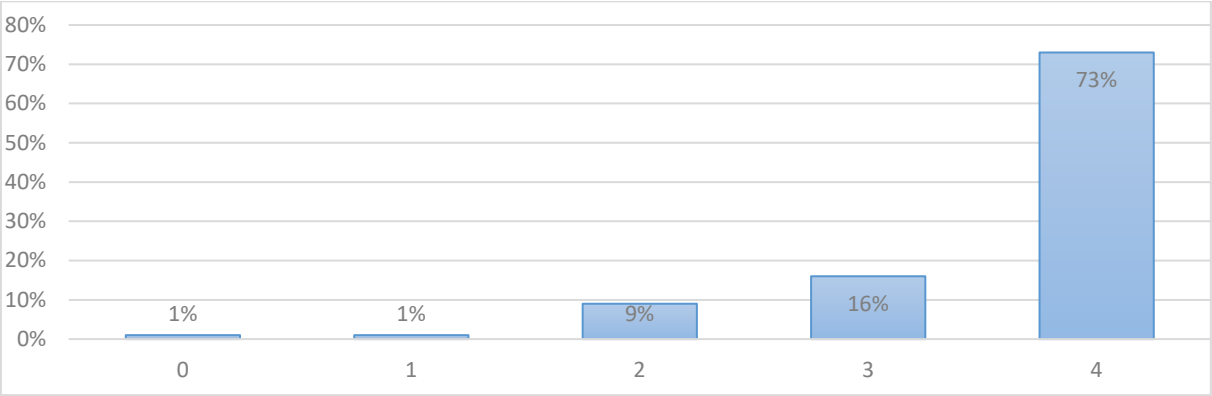
155 Témoignages

Servir, aider les administrés	50%
Servir, aider les administrés : **29%**	
Informer les usagers : **7%**	
Accompagnement et conseil : **7%**	
Donner satisfaction aux usagers : **4%**	
Trouver des solutions : **3%**	
Sens du service public	43%
Sens du service public : **31%**	
Représentation et promotion de la France à l'étranger : **5%**	
Service utile et indispensable : **4%**	
Protection des citoyens : **4%**	
Rendre un service de qualité	10%
Proximité, contact humain	6%
Aider mon équipe	5%
Accueil	4%
Contrôle des frontières	3%
Responsabilité	2%
Communication	2%
Service public, la mission du consulat	2%
Gestion des visa : **2%**	
Respect des réglementations	1%
Autres	10%

Annexe 2 Enquête Consulat

Question 2 : Dans quelle mesure êtes-vous motivé(e) par votre mission ?

158 votes



Moyenne : 3,61

Question 3 : Qu'aimez-vous particulièrement dans votre mission ?

158 Témoignages

Etre en contact avec les usagers	43%
Aider ses compatriotes	33%
Aider ses compatriotes : **16%**	
Rendre service, se sentir utile : **10%**	
Accompagnement et conseil des usagers : **3%**	
Satisfaction des usagers et reconnaissance : **3%**	
Service public, la mission du consulat	20%
Service public, la mission du consulat : **8%**	
Interactions avec d'autres institutions : **4%**	
Représenter la France à l'étranger : **4%**	
Aspect administratif et légal : **3%**	
Gestion des visa : **2%**	
Diversité des taches et missions	20%
Diversité des taches et missions : **15%**	
Diversité du public : **4%**	
Challenge et développement personnel	15%
Challenge, complexité : **6%**	
Autonomie et responsabilités : **5%**	
Etre dans un pays étranger : **4%**	
Travail d'équipe	4%
Travail d'équipe : **3%**	
Mon équipe : **1%**	
Management	3%
Amélioration continue	2%
Acceuil	1%
Commentaires négatifs	1%
Tout	1%
Autres	5%

Question 4 : De quelles tâches aimeriez-vous vous débarrasser ?

148 Témoignages

Aucune	22%
Actes et documents divers	16%
Certificat de vie : 6%	
Actes judiciaires : 4%	
Permis de conduire : 1%	
Inscription des mentions : 1%	
Livret de famille : 1%	
Publication des bans : 1%	
Administratif	11%
Saisie : 5%	
Paperasserie : 3%	
Envoi de courrier : 3%	
Répondre aux sollicitations	9%
Téléphone : 5%	
E-mails : 5%	
Tâches spécifiques	7%
Elections : 4%	
Organisation de certains événements : 1%	
Réunions et conseils consulaires : 1%	
Tâches pouvant incomber à d'autres	4%
Comptabilité et gestion	4%
Statistiques	3%
Archivage	3%
Management	2%
Notariat	2%
Bourses scolaires	2%
Subir le timing des autres	2%
Sans objet	2%
Astreintes et permanences	2%
Interventions	1%
Affaires militaires	1%
Affaires sociales	1%
Tâches redondantes	1%
Vérification des traductions	1%
Autres	13%

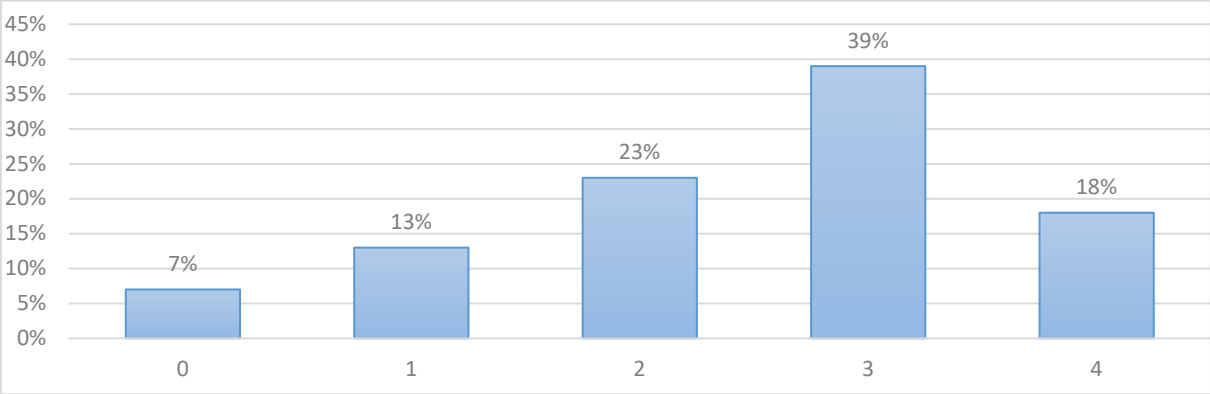
Question 5 : Quels dispositifs et procédures vous aideraient dans votre mission ?

145 Témoignages

Outils informatiques plus simples et performants	28%
Logiciels : **9%**	
Dispositifs spécifiques : **6%**	
Accès à internet : **1%**	
Nouvelles activités et manières de faire	26%
Démarches en ligne et dématérialisation : **8%**	
Uniformisation des procédures et documents types : **5%**	
Plateforme téléphonique centralisée : **3%**	
Vote électronique : **2%**	
Gestion des cas d'urgence : **1%**	
Gestion des Ressources Humaines optimisée	19%
Agents supplémentaires : **10%**	
Formations : **5%**	
Gestion des congés : **1%**	
Hausse des salaires : **1%**	
Communication et synergies avec les autres organismes français	14%
Accès aux actes et documents d'identité : **3%**	
Accès aux informations consolidées et à jour : **1%**	
Organisation	14%
Management & Hiérarchie : **4%**	
Révision des attributions du consulat : **3%**	
Plus de temps : **2%**	
Simplification administrative : **2%**	
Flexibilité : **2%**	
Rien	6%
Communication et site web	3%
Sans avis	3%
Autres	2%

Question 6 : Pensez-vous disposer des outils adéquats pour réaliser votre mission ?

158 votes



Moyenne : 2,48

Question 7 : Qu'aimeriez-vous améliorer dans les outils que vous utilisez ?

142 Témoignages

Performance	32%
Rapidité : **11%**	
Fiabilité : **11%**	
Logiciels plus performants : **8%**	
Performance : **3%**	
Fonctionnalités	15%
Passerelles entre les différents outils : **7%**	
Accès plus complet : **6%**	
Outils statistiques : **1%**	
Fonctionnalités : **1%**	
Matériel	11%
Matériel plus qualitatif : **4%**	
Ordinateur et son moniteur : **4%**	
Imprimante : **3%**	
Matériel : **1%**	
Ergonomie	11%
Ergonomie : **5%**	
Simplicité : **4%**	
Accessibilité : **2%**	
TES et équipements biométriques	8%
Rien	7%
Applications spécifiques	6%
Applications spécifiques : **3%**	
Scola : **2%**	
RMV : **1%**	
Connexion internet	4%
Scanner	4%
Flexibilité	3%
Modernité	3%
Mobilité	2%
Diplomatie	2%
Sans objet	2%
Nouveaux outils	1%
Sans avis	1%
Réseau informatique	1%
Normes de sécurité	1%
Autres	12%

Question 8 : Quels nouveaux outils seraient utiles à votre mission ?

115 Témoignages

Matériel plus performant	12%
Scanner	8%
Matériel itinérant	8%
Rien	8%
Outils plus performants	7%
TES	6%
Fonctionnalités	6%
Passerelles entre les différents outils : **5%**	
Accès plus complet : **1%**	
Outil de partage / recherche d'information	6%
Imprimantes	5%
Outils de communication	4%
Harmonisation	3%
Téléphones	3%
Ne sait pas	3%
Sans objet	3%
Base de données	3%
France visas	3%
Annuaires français et locaux	3%
Dématérialisation	3%
Plateforme RH et gestion	3%
Envois automatisés	3%
Nouveaux ordinateurs	2%
Outil de détection de faux	2%
Plus d'agents consulaires	2%
Connexion internet	1%
Excel	1%
Logiciel statistique	1%
Autres	9%

ANNEXE 3 LISTE DES AUDITIONS

	Date	Participants
1	26.01.2018	**M. Sebastien URGU**, Conseiller Général des Italiens à l'étranger
2	30.01.2018	**M. Michel PEREZ,** Directeur associé et représentant aux Etats – Unis, Labex ReFi
3	01.02.2018	**M. Jonathan BENSAID,** Avocat, BENSAID AVOCATS
4	02.02.2018	**M. Olivier CADIC,** Sénateur Français établis hors de France **Mme Hélène CONWAY-MOURET,** Sénatrice Français établis hors de France
5	02.02.2018	**M. François BRILLANCEAU,** Chef de la Division des Affaires communautaires et internationales (DACI), DSS **M. Morgan DELAYE,** Sous-directeur chargé du financement de la sécurité sociale, DSS **M. Pierre PRADY,** Chef du Bureau des recettes fiscales, DSS
6	02.02.2018	**Mme Virginie BARRET,** Responsable de Département Direction des relations internationales et de la coordination
7	02.02.2018	**M. Laurent GALLET,** Directeur de la Caisse des Français de l'Etranger (CFE)
8	05.02.2018	**M. Audran LE BARON,** Chef du service de la gestion fiscal (DGFiP) **M. Régis CHARLIER**, Chef de section **M. Olivier TREBOSC**, Adjoint au chef du bureau C1 à la Direction de la législation fiscale **M. Bastien LIGNEREUX**, Chef du bureau C2 à la Direction de la législation fiscale
9	06.02.2018	**Mme Agnès ARCIER,** Directrice, DINR
10	22.02.2018	**M. Alain BENTEJAC,** Président des CCE **M. Albert CASTRO,** Président du groupe d'expertise Fiscalité Internationale **M. Emmanuel MONTANIE**, Directeur général du Comité national des CCE
11	14.03.2018	**Mme Sylvaine EMERY,** Directrice, activité internationale et outre-mer HUMANIS
12	15.03.2018	**M. Dimitar HADJIVELTCHEV**, Associé, CMS Francis Lefebvre **M. Damien DECOLASSE,** Associé, CMS Francis Lefebvre
13	15.03.2018	**Me Eve D'ONORIO,** Avocate, D'ONORIO DI MEO – Juridique & Fiscal **Me Alexia BOURSIER**, Avocate, SOLVEIG Avocats **Me Odile DUPEYRE,** Avocate, SOLVEIG Avocats **M. François CAMPANA**, Responsable Juridique, Direction de l'information légale et administration,
14	16.03.2018	**S.E. Alar STREIMANN,** Ambassadeur d'Estonie en France **Mme Karen TIKENBERG,** Première secrétaire et Consul (Justice et affaires intérieures)
15	16.03.2018	**Mme Fanny RICHARD,** Directrice CNAM **Mme Véronique BATOUL-DIOP,** Chargée d'études juridiques
16	16.03.2018	**M. Laurent GALLET,** Directeur de la Caisse des Français de l'Etranger (CFE)
17	19.03.2018	**M. Nicolas WARNERY,** Directeur DFAE, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères **M. Sylvain RIQUIER,** Sous-Directeur, Administration des Français, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
18	19.03.2018	**M. Charles Henri ROY**, Avocat associé, HERES AVOCATS

Annexes 3 Liste des auditions

	Date	Participants
19	21.03.2018	**M. Denis FRANCOIS,** Sous-Directeur, Formation et concours, MEAE **Mme Caroline FERRARI,** DRH, MEAE
20	23.03.2018	**M. Christophe-André FRASSA,** Sénateur Français établis hors de France
21	23.03.2018	**M. Mohamed AZGAG,** Directeur, CPAM Morbihan **Mme Frédérique BOITARD,** Directrice CNSE
22	23.03.2018	**M. Gilles LEVAVASSEUR,** Directeur des Opération Internationale, HENNER **Mme Elise TREPAT,** Directrice des ventes Asie/Afrique/Moyen Orient, HENNER
23	26.03.2018	**M. Jean-Yves LECONTE,** Sénateur Français établis hors de France
24	26.03.2018	**M. Philippe LE FORT,** Directeur, DSI MEAE
25	27.03.2018	**Mme Jennifer BOUAZIZ,** Direction de la lutte anti-fraude DSS
26	03.04.2018	**M. Thomas CAZENAVE,** Direction Interministérielle de la transformation publique **M. Ghislain DERIANO,** Chargé de la Simplification
27	03.04.2018	**M. Philippe SANSON,** Directeur CLEISS
28	03.04.2018	**M. Vincent NIEBEL,** Chef de Division DSIC Ministère de l'Intérieur **M. Alain BARBAY,** Adjoint au chef de la Division Stratégie à la MGMSIC
29	11.04.2018	**M. Henri VERDIER,** Directeur, DINSIC
30	13.04.2018	**M. Didier BOUVER,** Courtier en assurances
31	16.04.2018	**M. Jonathan BENSAID,** Avocat, BENSAID AVOCATS
32	17.04.2018	**Mme Anne-Laure FREANT,** Auteur, *Guide du Retour en France*
33	19.04.2018	**Mme Virginie BARRET,** Responsable de Département Direction des relations internationales et de la coordination
34	20.04.2018	**Mme Euphrasie METIVIER,** Directrice de programme expérience usagers, Projet mutualisation du contrôle d'existence, UNION RETRAITE
35	23.04.2018	**M. Charles Henri ROY,** Avocat associé, HERES AVOCATS
36	24.04.2018	**Mme Estelle CUPILLARD,** Avocat expert en droit des affaires, FIDAL
37	25.04.2018	**Mme Pascale POUJOL,** Directeur de mission (AUDIT) - CNAMTS **Mme Cécile BABEF,** Responsable adjointe, CNAREFE **Mme Odile TOLDEMA,** Directeur de la relation clientèle et de l'accès aux droits CPAM Seine et Marne
38	25.04.2018	**M. François BRILLANCEAU,** Chef de la Division des Affaires communautaires et internationales (DACI) DSS **M. Morgan DELAYE,** Sous-directeur chargé du financement de la sécurité sociale, DSS **M. Pierre PRADY,** Chef du Bureau des recettes fiscales, DSS
39	26.04.2018	**M. Jean ARTHUIS,** Députée européen
40	26.04.2018	**M. Frédéric DOUET,** Professeur de droit fiscal Université Rouen-Normandie
41	02.05.2018	**M. Ghislain DE RENGERVE,** *Chief Executive Officer* & Fondateur Hema International
42	03.05.2018	**M. Pierre Yves GAHDOUN,** Professeur des Universités, Directeur du parcours constitutionnel, Master 2 Droit public général, Université de Montpellier.
43	04.05.2018	**M. Philippe BERGER,** Relations Entreprises Île de France Action Logement

Annexes 3 Liste des auditions

	Date	Participants
		Mme Lucie CAHN, Direction Générale, Action Logement **Mme Valérie JARRY,** Directrice des Relations Institutionnelles, Action Logement
44	07.05.2018	**Mme Françoise CHAUVET,** Chargée de Mission Sponsoring FIAFE
45	07.05.2018	**M. Jean-Brice MULLER,** Responsable Communication, France Horizon **M. Nabil NEFFATI,** Directeur Général, France Horizon
46	09.05.2018	**Mme Alix CARNOT,** Directrice associée, Expat Communication
47	09.05.2018	**Mme Alexandra NESTERENKO,** Cheffe de projet transformation digitale dans le secteur public
48	11.05.2018	**M. Jean-Pierre PONT,** Éditeur, Le Journal des Français à l'étranger
49	15.05.2018	**Mme Florence POITEVINEAU,** Secrétaire des Sections Internationales, Lycée Honoré de Balzac
50	17.05.2018	**M. François NEUVILLE,** Conseiller technique du recteur Délégué académique aux relations européennes, internationales et de la coopération
51	22.05.2018	**Martine JULIEN,** Responsable de l'Unité développement, Direction des affaires réglementaires et juridiques GIE Agirc-Arrco
52	22.05.2018	**Jean Christophe BONNIN**, Chef du Département Mobilité et Placement International, Direction Affaires et Relations Internationales, Pôle emploi **Annie GAUVIN**, Ajointe à la Direction Générale Adjointe Offre de Services, Directrice Affaires et Relations Internationales, Pôle emploi
53	01.06.2018	**Anna-Livia SUSINI-COLLOMB,** Cheffe du département des relations européennes et internationales (DEI), Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO), Ministère de l'éducation nationale (MEN)

ANNEXE 4 LISTE DES DOCUMENTS RESSOURCES - BIBLIOGRAPHIES

1. Français établis hors de France

• FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE, Note de la Mission des conventions et de l'entraide judiciaire du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères à l'attention de Mme Anne Genetet, députée des Français établis hors de France, Mars 2018, Fiscalité et protection sociale des Français de l'étranger sous l'angle des conventions fiscales et de sécurité sociale existantes.

• FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, Enquête de qualité 2018 sur les services consulaires.

• FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2017, Rapport du Gouvernement sur la situation des Français établis hors de France.

2. Fiscalité

• FISCALITE, Synthèse des travaux de la Commission des Finances, du Budget et de la Fiscalité de la 28ème session de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE), Mars 2018.

• FISCALITE, Note de la Direction générale des finances publiques (DGFiP) à l'attention de l'Inspection générale des Finances (IGF), Mars 2018, Prise en compte dans le système déclaratif ou le système d'information de la DGFiP des besoins spécifiques relatifs à la fiscalité internationale.

• FISCALITE, Isabelle Benoteau et Olivier Meslin, Conseil des prélèvements obligatoires, Octobre 2017, Les prélèvements obligatoires sur le capital des ménages : comparaisons internationales, rapport particulier numéro 5.

• FISCALITE, Proposition de loi visant à permettre la déductibilité des charges particulières sur les revenus de source française des non-résidents fiscaux présenté par M. le député Frédéric Lefebvre et enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 10 mai 2017.

• FISCALITE, Rapport 2017 relatif aux contribuables quittant le territoire.

• FISCALITE, Direction générale des finances publiques, Cabinet international, Décembre 2014, Etude benchmark sur la gestion des contribuables non-résidents en Allemagne, Belgique, Canada, Chine, Espagne, Etats-Unis, Irlande, Italie, Pays-bas et Royaume-Uni.

• FISCALITE, Les documents de travail du Sénat, Série législation comparée, Janvier 2009, L'impositions des revenus des expatriés dans le pays d'origine.

3. Protection sociale

• PROTECTION SOCIALE, L'information retraite du futur expatrié, Info retraite, dernière version consultable en mai 2018.

• PROTECTION SOCIALE, Note de la Mission de l'aide à la scolarité et de l'action sociale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 18 avril 2018, La Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger.

• PROTECTION SOCIALE, Rapport du CLEISS, 29 mars 2018, L'impact économique et financier des migrations sur la protection sociale.

• PROTECTION SOCIALE, Note du CNSE, 23 mars 2018, Coordination internationale en matière de sécurité sociale.

• PROTECTION SOCIALE, Décryptage : études et analyses du CLEISS, Mars 2018, Etat des lieux des soins de santé en 2016.

• PROTECTION SOCIALE, Synthèse des travaux de la Commission des Affaires sociales et des Anciens combattants de la 28ème session de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE), Mars 2018.

• PROTECTION SOCIALE, Rapport du Secrétaire général du Haut Conseil du financement de la protection sociale, Décembre 2017, Les périmètres des dépenses de protection sociale en comparaison internationale.

• PROTECTION SOCIALE, Rapport de la Cour des comptes de Septembre 2017 sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale, Chapitre XIII - Les retraites versées à des résidents à l'étranger : des risques spécifiques insuffisamment pris en compte, des outils à adapter, p. 575-602.

• PROTECTION SOCIALE, Rapport d'activité 2017 du Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (CLEISS).

• PROTECTION SOCIALE, Christian Dubosq, Inspection générale des Affaires sociales (IGAS), Décembre 2016, Appui au dispositif visant à mettre un terme aux « départs forcés » de personnes handicapées en Belgique.

• PROTECTION SOCIALE, Laurent Caussat, Véronique Martin Saint Léon et Laurent Vachey, Inspection générale des Finances-Inspection générale des Affaires sociales (IGF-IGAS), Mai 2016, Revue de dépenses - Les soins à l'étranger des assurés sociaux.

• PROTECTION SOCIALE, Rapport d'activité 2016 du Centre national de soins à l'étranger (CNSE).

• PROTECTION SOCIALE, Activités internationales de l'Assurance retraite, Bilan 2015, Perspectives 2016 de la Caisse nationale d'Assurance vieillesse (CNAV).

• PROTECTION SOCIALE, Nathalie Coppinger, Camille Herody, Laurent Caillot et Huguette Mauss, Inspection générale des Finances-Inspection générale des Affaires sociales (IGF-IGAS), Juillet 2015, La Caisse des Français de l'étranger, son activité et les conditions de son intervention.

• PROTECTION SOCIALE, Note du Secrétariat général du Conseil d'orientation des retraites, à partir du rapport annuel du CLEISS, Mars 2015, Pensions de l'étranger versées à des résidents en France et pensions d'organismes français versées à des résidents à l'étranger.

• PROTECTION SOCIALE, M. Prodomos Mavridis, Note publiée par l'EN3S, Mars 2015, Les juridictions européennes et leurs interventions dans le domaine de la Protection sociale.

• PROTECTION SOCIALE, Guide information retraite des futurs expatriés, GIP Union Retraite, version du 30 janvier 2014.

• PROTECTION SOCIALE, Didier Banquy, Jérôme Thomas, Philippe Laffon, Frédéric Salas, Inspection générale des Finances-Inspection générale des Affaires sociales (IGF-IGAS), Décembre 2012, Evaluation du dispositif français de gestion des dettes et des créances internationales de l'assurance maladie.

• PROTECTION SOCIALE, Annie Rosès, Danielle Badeig et Virginie Barret, Conseil d'orientation des retraites, Mai 2012, La mise en œuvre de la coordination entre la CNAV et les régimes de retraite étrangers.

• PROTECTION SOCIALE, Note de la DSS/DACI pour le Conseil d'orientation des retraites, Mai 2012, La coordination dans le domaine des retraites.

• PROTECTION SOCIALE, Rapport sur la protection sociale des Français de l'étranger de M. le sénateur Jean-Pierre Cantegrit, 2011.

• PROTECTION SOCIALE, Rapport de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale, Chapitre VIII - La lutte contre les fraudes aux prestations sociales dans le régime général, p. 183-206, et Chapitre XVII - Aspects internationaux de la sécurité sociale, p. 457-480, Septembre 2010.

• PROTECTION SOCIALE, Annie Fouquet, Mikaël Hautchamp et Pierre de Saintignon, Inspection générale des Affaires sociales (IGAS), Mars 2006, Configuration du réseau des Conseillers pour le Affaires sociales.

4. Accès aux services publics/Simplification

• ACCES AUX SERVICES PUBLICS, Etude annuelle du Conseil d'Etat 2017, Puissance publique et plateformes numériques : accompagner l'ubérisation.

• ACCES AUX SERVICES PUBLICS, Rapport de la Cour des comptes, enquête demandée par le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale, Juillet 2016, Relations aux usagers et modernisation de l'Etat, vers une généralisation des services publics numériques.

5. Retour en France

• RETOUR EN FRANCE, Mme la sénatrice Hélène Conway-Mouret, Juillet 2015, Rapport au Premier ministre sur le retour en France des Français de l'étranger.

• RETOUR EN FRANCE, Mme Anne-Laure Fréant, 2018, Guide « Retour en France ».

6. Mobilité

• MOBILITE, M. le député européen Jean Arthuis, Janvier 2018, Rapport Erasmus Pro : lever les freins à la mobilité des apprentis en Europe.